

Mémoires et pressions sur la toile ? Étude des Français rapatriés coloniaux de la seconde moitié du vingtième siècle à nos jours

Yann Scioldo Zürcher

Avril 2012

La façon de penser le temps historique connaît aujourd'hui une profonde évolution en raison des récentes innovations technologiques de communication. En devenant un élément familier aux hommes du vingt-et-unième siècle, l'Internet a grandement accompagné l'affirmation « d'une ère des mémoires » qui, depuis le tournant de la décennie 1990, s'oppose frontalement à la production de savoirs historiques.



e-Diasporas Atlas

Mémoires et pressions sur la toile ? Étude des Français rapatriés coloniaux de la seconde moitié du vingtième siècle à nos jours

Yann Scioldo Zürcher

Avril 2012

L'auteur

Yann Scioldo-Zürcher est un historien français membre du CNRS (centre national de la recherche scientifique), membre du laboratoire MIGRINTER (Migrations internationales) situé à Poitiers (France). Son travail de recherche porte sur les migrations postcoloniales, particulièrement sur les migrations de rapatriement des Français qui étaient installés dans les territoires coloniaux français et contraints de venir s'installer en France métropolitaine, au terme de l'empire colonial. Il travaille aussi à l'étude comparée des migrations juives maghrébines en France, au Canada et en Israël. D'un point de vue méthodologique, il s'inspire des méthodes de recherche de la géographie sociale et les adapte dans des perspectives historiques.

The author

Yann Scioldo-Zürcher is a French historian working for the French National Centre for Scientific Research and a member of the MIGRINTER Laboratory (International Migrations), based in Poitiers, France. His research focuses on postcolonial migrations, in particular on migration of French "repatriates", citizens who resided in the colonies and were obliged to return to metropolitan France at the end of the imperial era. He is also undertaking a comparative study of migrant Jews from the Maghreb who settled in France, Canada and Israel. His methodology adapts geographical approaches in historical perspectives.

Reference to this document

Yann Scioldo Zürcher, *Mémoires et pressions sur la toile ? Étude des Français rapatriés coloniaux de la seconde moitié du vingtième siècle à nos jours*, e-Diasporas Atlas, Avril 2012.

Plateforme e-Diasporas

<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=section§ion=8>

© Fondation Maison des Sciences de l'Homme - Programme de recherche TIC-Migrations - projet e-Diasporas Atlas - 2012

Fondation Maison des sciences de l'homme
190-196 avenue de France
75013 Paris - France

<http://www.msh-paris.fr>
<http://e-diasporas.fr>

Les Working Papers «TIC-Migrations - e-Diasporas Atlas» ont pour objectif la diffusion ouverte des travaux menés dans le cadre du projet de recherche ANR e-Diasporas Atlas.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les positions institutionnelles de la Fondation MSH.

«TIC-Migrations - e-Diasporas Atlas» Working Papers are produced in the course of the scientific activities conducted in the ANR research project e-Diasporas Atlas.

The views expressed in this paper are the author's own and do not necessarily reflect institutional positions from the Foundation MSH.

Résumé

La façon de penser le temps historique connaît aujourd'hui une profonde évolution en raison des récentes innovations technologiques de communication. En devenant un élément familier aux hommes du vingt-et-unième siècle, l'Internet a grandement accompagné l'affirmation « d'une ère des mémoires » qui, depuis le tournant de la décennie 1990, s'oppose frontalement à la production de savoirs historiques. L'analyse et la cartographie de sites internet de rapatriés issus des territoires anciennement sous domination coloniale française, dont les sites des Français rapatriés d'Algérie, offre un point de vue inédit sur les formes de militantisme mémoriel et les instrumentalisation des pouvoirs politiques qui en découlent. Cet article expose ainsi les actions de ces « entrepreneurs de mémoire » qui, en dépit de leurs importantes divisions, arrivent toutefois à instrumentaliser les pouvoirs publics et à imposer une narration partisane. Cette approche de déconstruction du web permet ainsi à l'historien de mieux comprendre les formes de militantisme mémoriel qui encadrent un sujet d'étude et s'émanciper ainsi des contraintes médiatiques qui pèsent sur son sujet d'étude.

Mots-clefs

diaspora, web, Internet, Rapatriés, mémoire, France, colonisation

Abstract

The conception of historical time is currently undergoing a profound shift owing to recent innovations in communication technology. By becoming familiar with 21st-century man, the Internet has accompanied the assertion of "an era of memories," which, since the beginning of the 1990s, has directly opposed the production of historical knowledge. The analysis and mapping of websites of repatriates from territories formerly under French colonial rule, including sites of French repatriates from Algeria, offers a unique perspective on the memorial forms of activism and the exploitation of political powers that has taken place as a result of this technological shift. This article describes the actions of these "entrepreneurs of memory", who, despite their significant differences, nevertheless exploit the government and impose a partisan narrative. This deconstructionist approach to the Web, on the one hand, allows historians to understand the modes of memorial activism that frame a subject of study and, on the other, to analyze their subject of study without facing media constraints.

Keywords

diaspora, web, Internet, Repatriates, memory, France, colonization

La façon de penser le temps historique connaît aujourd'hui une profonde évolution en raison des récentes innovations technologiques de communication. L'Internet est devenu un élément familier, sinon quotidien aux hommes du XXI^e siècle, et de multiples sites, commerciaux, associatifs, individuels, blogs et réseaux sociaux proposent quantité de narrations historiques, qui s'opposent souvent aux travaux des historiens. Entendons-nous bien, le militantisme des mémoires préexiste à l'Internet, mais avec cet outil, ce sont toutes les échelles de diffusion qui se sont à la fois simplifiées et amplifiées, là où les audiences étaient auparavant plus limitées. Et cela a grandement accompagné l'affirmation « d'une ère des mémoires », qui, depuis le tournant de la décennie 1990, s'oppose frontalement à la production de savoirs historiques. En oubliant de penser le passé comme une « expérience close »¹, c'est-à-dire en omettant d'instaurer une distance critique entre les événements et les individus qui les mettent au jour, ces sites nourrissent l'insupportable impression que toutes les narrations sont scientifiquement recevables et comparables. Or, ce n'est pas tant la mémoire qui vient provoquer les historiens sur leurs terrains de recherche – depuis longtemps ces derniers l'ont analysée, théorisée et parfois même domestiquée² – mais bien les tentatives d'instrumentalisation de l'histoire par les mémoires en lien avec le politique³. Le vote de lois mémorielles⁴, les multiples tentatives des pouvoirs en place de dicter aux chercheurs ce qu'ils doivent écrire pour satisfaire des revendications partisans⁵, voire les créations

de musées historiques⁶ et en sont les principales illustrations. Certains historiens ont néanmoins dressé les garde-fous intellectuels nécessaires : ils se sont regroupés⁷ et ont produit une importante littérature rappelant les fondements de la science historique critique et les dangers qui la menacent⁸. Mais dans cette approche pragmatique qui implique la déconstruction des représentations, le chercheur est démuni pour analyser concrètement le rôle de l'Internet sur la production et l'instrumentalisation des mémoires. Et face à la multitude de sites, son analyse est souvent cantonnée à une lecture comparée du contenu de « pages web ». La méthode développée par l'équipe « TIC Migrations » qui consiste à mettre au jour les liens existant entre les sites internet, que la simple consultation de pages web ne permet pas d'exposer, offre par contre de nouvelles perspectives analytiques. Elle dévoile comment s'organisent, se répondent ou s'ignorent ces « entrepreneurs de mémoire »⁹ en lien, ou non, avec le politique.

L'analyse des sites internet des rapatriés issus des territoires anciennement sous domination coloniale française, dont les sites des Français d'Algérie¹⁰, en notre actualité de cinquantième anniversaire de l'indépendance algérienne, permet de mieux comprendre les formes de militantisme mémoriel lorsque les individus sont sous le triple feu croisé d'une actualité journalistique, d'une

éminente à laquelle ils ont droit ». L'article 4 a été retiré en janvier 2006. L'article 3 est, par contre, toujours inscrit dans la loi.

6. Voir notamment Éric Savarèse, *Algérie, la guerre des mémoires* (Paris : Éditions Non Lieu, 2007) ; Jean-Pierre Babelon, Isabelle Backouche, Vincent Duclert & Ariane James-Sarazin, *Quel musée d'histoire pour la France ?* (Paris : Armand Colin, 2011).

7. Le manifeste publié le 17 juin 2005 par le Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH) proclame ainsi l'autonomie de la recherche : <http://cvuh.blogspot.com>, consulté le 30 novembre 2011.

8. Voir notamment Vincent Duclerc, *L'Avenir de l'histoire* (Paris : Armand Colin, 2010).

9. À la suite des travaux de Howard Becker sur les « entrepreneurs de morale » (*in Outsiders. Sociologie de la déviance* [Paris : Métailié, 1994 (1963)]) les chercheurs en sciences sociales ont commencé à traiter des « entrepreneurs de mémoires », afin de qualifier ceux qui participent activement aux processus de reconstruction des cadres collectifs de la mémoire.

10. Avant les indépendances, les Français d'Algérie représentaient 68% des Français installés dans les pays d'Afrique du Nord. Voir Jean-Jacques Jordi, Émile Temime (dir.), *Marseille et le choc des décolonisations* (Aix-en-Provence : Édisud, 1996), p. 14 et sq.

1. Enzo Traverso, *L'Histoire comme champ de Bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle* (Paris : La Découverte, 2011), p. 256.

2. Voir notamment Nicole Gagnon et Jean Hamelin (dir.), *L'Histoire orale* (Sainte Hyacinthe, Québec : Édisem Inc, 1978) ; Florence Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation* (Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2005).

3. Catherine Coquery-Vidrovitch, *Enjeux politiques de l'histoire coloniale* (Paris : Agone, 2009), p. 104 et sq.

4. *Ibid.*, p. 114 et sq.

5. Les articles 3 et 4 de la loi du 23 février 2005 « portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés » prévoyant de créer avec le concours de l'État « une fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie » et d'imposer dans les programmes scolaires « le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et [d']accord[er] à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place

instrumentalisation politique certaine et d'une vision passionnelle de l'histoire coloniale. Alors que les associations de rapatriés sont grandement divisées sur les interprétations historiques de la colonisation et de l'histoire des rapatriements¹¹, et que toutes leurs tentatives d'unification ont échoué, elles arrivent néanmoins à se présenter comme unies auprès des pouvoirs politiques, d'ailleurs toujours prompts à satisfaire leurs revendications même les plus antirépublicaines¹². Cet article expose ainsi ce qu'apporte l'étude des réseaux des sites de rapatriés coloniaux, à l'étude du « lobbying mémoriel » des associations de rapatriés.

1. Les réseaux internet des rapatriés coloniaux

En utilisant, dans les moteurs de recherche, les mots-clefs appartenant au champ lexical colonial et postcolonial, on obtient un nombre de sites important représentatif, sinon exhaustif, de l'histoire et de l'actualité des Français rapatriés coloniaux¹³. Ont été utilisés les noms et adjectifs appartenant à la même famille que « rapatrié(s) », « retour(s) », « réinstallation(s) », « départs », « exode(s) », « exil(s) », ainsi que les noms des groupes tels que « Pied(s)-Noir(s) », Juif(s), Sépharade(s), « Français rapatrié(s) de... », auxquels ont été adjoints les noms des territoires coloniaux anciennement sous domination française. Les noms de multiples associations de rapatriés, de divers pèlerinages religieux et de regroupements d'individus, de partis politiques et des personnalités représentatives de ces vagues migratoires, ou érigées comme telles, ont complété cette première recherche. Le terme rapatrié ne correspond pas ici au statut juridique des individus mais il inclut tous les sites de personnes qui ont connu un départ contraint du pays colonisé et devenu indépendant dans lequel ils étaient jusqu'alors installés¹⁴. Le corpus final contient ainsi les sites

de Français coloniaux, de soldats ayant choisi l'engagement auprès des Français lors des guerres coloniales (notamment les sites d'anciens supplétifs de l'armée française en Algérie connus sous le nom de Harkis) mais aussi de personnes qui, sans avoir la nationalité française, durent rejoindre la France face aux poussées nationalistes de leurs pays : Juifs égyptiens expulsés au lendemain de la crise de Suez en 1956, Juifs marocains et tunisiens expulsés ou menacés au lendemain de la guerre des Six jours en 1967, Vietnamiens fuyant le régime communiste en 1975, etc. Les articles de presse (presse quotidienne ou non, à diffusion nationale et locale et sur l'Internet) qui n'ont généralement pas des liens hypertextes pérennes n'ont pas été retenus dans le corpus.

D'autres sites ont également été classés comme étant à la « frontière » du corpus, et qui ne sont pas directement en lien avec le sujet étudié : ce sont les sites gouvernementaux, dits « sites institutionnels », qui ont en charge la gestion publique des rapatriés (site de différents ministères, dont le ministère de l'Intérieur en charge du service central des Rapatriés¹⁵, le Parlement, qui vote de nombreuses lois à leur intention) et de multiples sites (religieux, politiques, culturels) qui sont amenés très régulièrement à évoquer l'histoire post-impériale française sans s'adresser directement au groupe.

Une première recherche, menée en février 2009, référençait 456 sites. Une seconde, menée en septembre 2011, en répertoriait 338. Ces résultats ne montrent cependant pas une simple évolution dans laquelle 118 sites auraient disparu. Entre la première et la seconde investigation, 101 sites ont finalement été classés parmi les sites frontières, 67 sites ont fermé et 50 ont été nouvellement créés. Le dynamisme de l'Internet est ici évident : si 15% des sites ont disparu en l'espace d'une année et demie, parfois après décès (nous l'apprenons quand la page de garde signale la cause de la fermeture du site), lassitude du gestionnaire (notamment dans le cas de blogs), migration vers l'Internet 2.0., d'autres sites, certes en nombre inférieur, ont néanmoins été ouverts.

11. Voir notamment Clarisse Buono, *Pieds-Noirs de père en fils* (Paris : Baland, 2004) ; Valérie Morin, *Les rapatriés d'Afrique du Nord, de 1956 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2008 ; Claire Eldridge, « The Mobilization and Transmission of Memories within the Pied-Noir and Harki Communities, 1962 – 2007 » (Thèse de doctorat, [University of St Andrews](#), 2009).

12. Raphaëlle Branche, *La Guerre d'Algérie, une histoire apaisée ?* (Paris : Le Seuil, 2005).

13. La recherche s'est effectuée en langue française.

14. Le statut juridique de rapatriés évolue considérablement entre 1945 et 1962, toutes les personnes de retour des co-

lonies n'y furent pas automatiquement incluses ; voir Yann Scioldo-Zürcher, *Devenir métropolitain, politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole, 1954–2005* (Paris : Éditions de l'EHESS, 2010), p. 91 et sq.

15. Ce service a pour fonction de suivre, ménage par ménage, l'application des mesures sociales votées à l'intention des rapatriés.

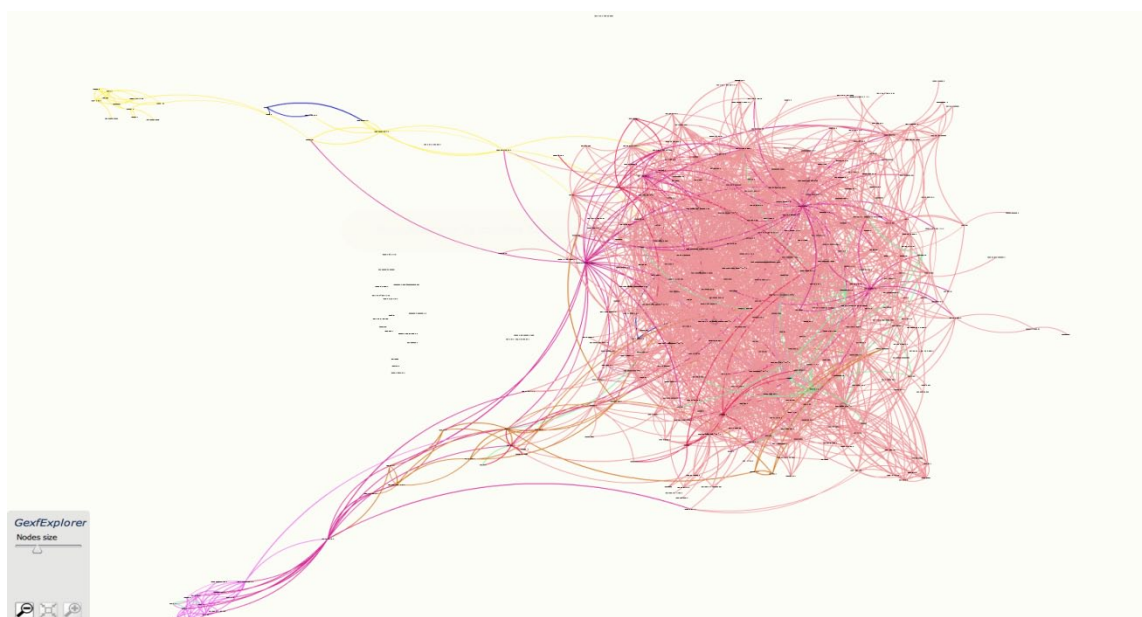
Entre densité des sites de Français d'Algérie et séparation volontaire de quelques autres

La carte générale présentant le paysage de « l'Internet des rapatriés » en 2011 montre une importante densité de sites fortement liés entre eux. La « masse centrale » est dans son immense majorité composée de sites de rapatriés d'Algérie : 259 sites concernent les seuls originaires d'Algérie, trois autres sites incluent l'Algérie et un autre espace géographique. Dans cet ensemble s'imbriquent 20 sites de rapatriés de Tunisie et du Maroc. On remarque cependant que les sites des rapatriés du Maroc se distinguent plus clairement que ceux de Tunisie. Il s'agit là de sites de populations juives marocaines qui se mettent à l'écart d'une revendication purement mémorielle, tout en promouvant leur identité juive. Ils sont ainsi moins référencés comme ils référencent moins les autres sites qui n'ont pas placé la thématique religieuse au cœur de leur propos. Cet ensemble compose l'axe central des sites de rapatriés et correspond parfaitement bien à la prédominance des rapatriés d'Algérie parmi les rapatriés coloniaux : sur un total de 1,4 millions de rapatriés Français, les Français d'Algérie comptent pour environ 950.000 individus.

Deux autres sous-ensembles, peu liés avec les sites consacrés à la question des rapatriements d'Afrique du Nord, se distinguent. Le premier

réunit 18 sites de rapatriés d'Indochine française et de Vietnamiens, partis au terme de la guerre d'indépendance en 1954, ou à la chute de la République du Sud-Vietnam et la prise de Saigon, en Avril 1975, par la République démocratique du Nord. Il regroupe des anciens élèves de lycées Français. Les liens de ce réseau internet reflètent parfaitement bien les réseaux déjà très structurés de ces rapatriés. Leurs sites internet sont aussi reliés à six autres sites mentionnant explicitement des localités de France métropolitaine : il s'agit là de sites consacrés à l'histoire des CAFI (Centre d'Accueil des Français d'Indochine), dont le village de Noyant-d'Allier ou Sainte-Livrade dans le département du Lot. Le second sous-ensemble réunit 12 sites de personnes de confession juive expulsées d'Égypte. Leur réseau s'anime autour d'une identité juive promue et fortement distincte de l'identité des autres rapatriés. Seuls leurs liens avec les sites juifs marocains, ou sépharades tels que <http://sephardicgen.com> et <http://www.dafina.net> les rattachent avec les autres sites des rapatriés.

Regroupés dans la carte sous le terme de « autres », quelques dix sites, mélangent enfin les espaces de plusieurs anciennes colonies. Il s'agit, par exemple, de sites historiques sur la colonisation, tel celui consacré aux études coloniales : <http://etudescoloniales.canalblog.com>. Enfin, quelques sites indépendants, sans aucun lien entre



Carte 1 : Origine géographique des « sites de rapatriés », novembre 2011

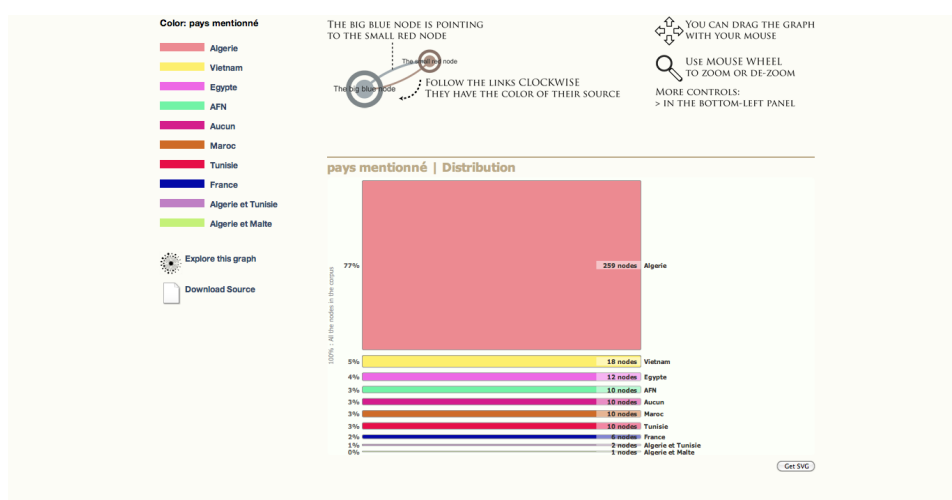
(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=15§ion=8> novembre 2011).

eux, se concentrent dans une dernière entité. On y retrouve notamment le site d'une ancienne élève de l'Institution Saint-Paul de Saigon, d'un généalogiste dont une part de ses ascendants étaient installés dans les colonies françaises, d'un ancien appelé en Algérie qui a déserté en refusant la torture que l'armée française voulait lui faire pratiquer, ou d'associations « d'anciens d'Algérie », membres des sections administratives spécialisées (SAS).

Il ressort ainsi de ce premier aperçu une importante division de l'espace cartographique de l'Internet, séparant clairement les sites en fonction des origines géographiques, voire des identités religieuses. Les sites de rapatriés d'Algérie forment une masse homogène dans laquelle ne s'identifient que quelques sites de rapatriés de Tunisie et du Maroc. Les militances, les activités mémorielles et probablement la volonté de démarquer les identités et les histoires des individus montrent bien que le terme rapatrié est générique et ne suffit pas à donner une signification : il faut y ajouter la mention d'un territoire anciennement colonial ou d'une identité religieuse claire. Enfin, et cela est étonnant, aucun site n'est consacré à l'histoire des rapatriements subsahariens, africains, moyen-orientaux, malgaches et des autres anciennes colonies insulaires françaises. L'histoire des rapatriements, telle qu'elle est construite sur l'Internet, est d'abord une affaire algérienne,

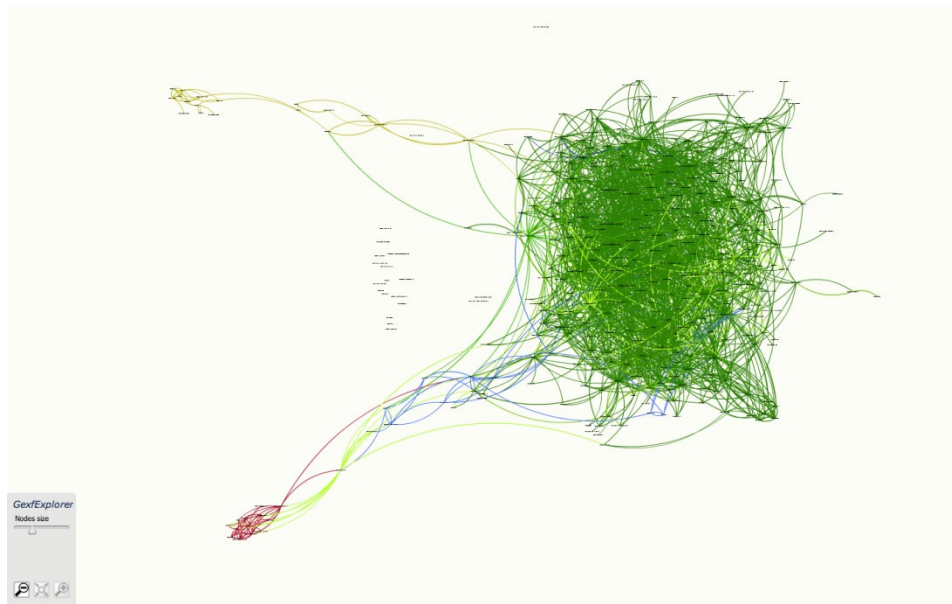
ensuite maghrébine, indochinoise ou religieuse et ne regroupe pas, loin s'en faut, la totalité de l'histoire coloniale française.

La carte ci-dessous, très complémentaire avec la précédente, permet de préciser la période historique qui est rattachée aux territoires mentionnés. Quatre-vingt-seize pourcent des sites sont consacrés à l'histoire du second empire colonial français, qui s'est construit à partir de la conquête de l'Algérie en 1830. Le premier empire, qui s'étend d'une période allant du XV^e siècle au XVIII^e siècle, et qui fut démantelé suite à la chute de Napoléon 1^{er}, n'appartient pas à l'espace de l'Internet. Les sites mentionnés narrent une histoire qui débute avec la colonisation de l'Algérie en 1830 et se clôt avec les indépendances de la seconde moitié du XX^e siècle. Le « temps présent » ou la période postcoloniale ne sont pas plus mentionnés. Treize sites, qui comptent pour 4% de l'ensemble, évoquent l'Algérie coloniale et postcoloniale, mais pour généralement décrire le « voyage-retour » de rapatriés sur les lieux de leur enfance, sans pour autant s'intéresser à l'actualité politique et sociale du pays indépendant (seul un site évoque l'Algérie actuelle). Il en découle une narration figée voire pétrifiée sur un temps passé, qui n'a pas pour principal but d'intégrer les savoirs des historiens et des chercheurs en sciences sociales intéressés à la question coloniale. Au contraire, il s'agit pour ces auteurs de recréer, parfois avec un

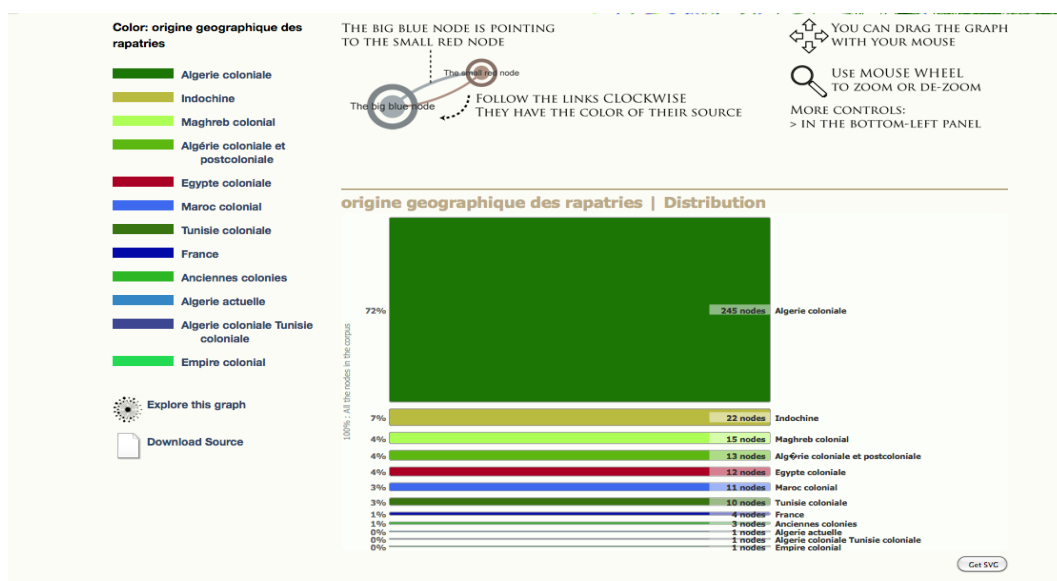


Graphique 1 : Origine géographique « des sites de rapatriés »

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=15§ion=8>, novembre 2011)



Carte 2 : Origine géographique des populations rapatriées animatrices de sites (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=10§ion=8>, novembre 2011).



Graphique 1 : Origine géographique des populations rapatriées animatrices de sites (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=10§ion=8>, novembre 2011).

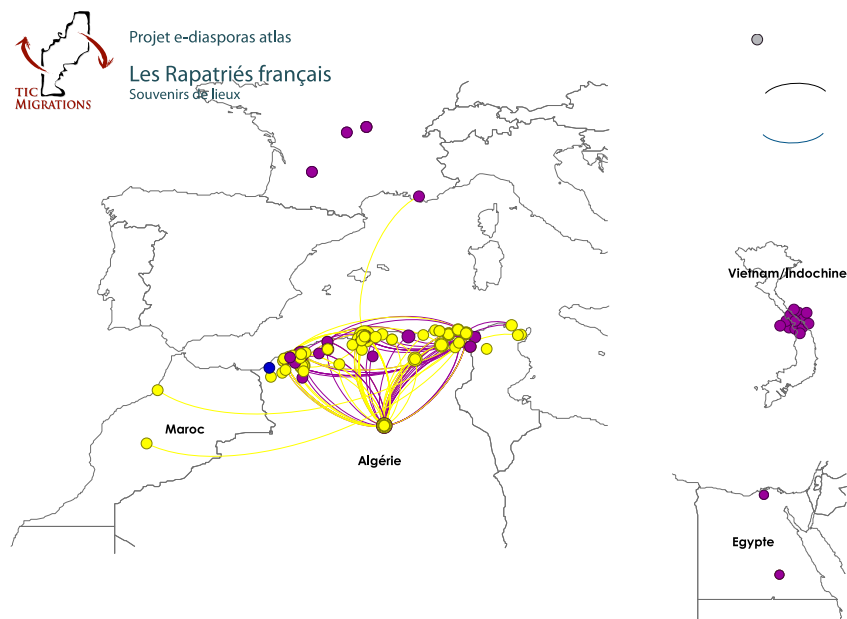
souci méticuleux du détail, une société disparue, décrite avec les seuls souvenirs qu'elle a laissés sur les hommes qui y ont vécu.

L'analyse géolocalisée, qui consiste en la mention sur un planisphère des lieux mentionnés dans chacun des différents sites, confirme cette prédominance des rapatriés d'Algérie dans le Web des rapatriés¹⁶. Parmi les 316 lieux évoqués dans

les sites, 84% concernant des localités algériennes où vivaient auparavant les Français d'Algérie. Il s'agit là des principales villes algériennes, de leurs quartiers voire de leurs rues, ainsi que des anciens villages de colonisation peu répartis dans l'Algérie centrale. On note 15 mentions de localités vietnamiennes, 13 égyptiennes, 10 marocaines et 8 tunisiennes. Enfin quatre villes sont mentionnées

16. Chaque point dans la carte mentionne une localité indépendamment du nombre de fois où elle est citée. De même, lorsque le site parle du pays, sans mentionner de lieu pré-

cis, nous avons mentionné le point géographique central du pays, sans que celui ne corresponde pour autant à une localité particulière.



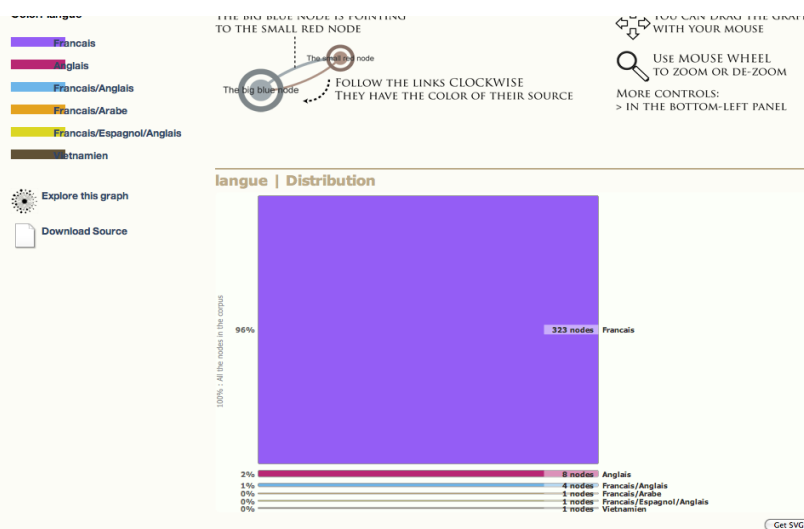
Carte 3 : Approche géolocalisée des « sites de rapatriés » : lieux mentionnés dans les sites visités

Source : enquête e-Diasporas Atlas, 2009.

en France métropolitaine. Il s'agit notamment des deux villages ayant reçu les rapatriés d'Indochine mais aussi de Carnoux-en-Provence, localité située près de Marseille fondée à partir d'investissements de rapatriés des anciennes colonies du Maghreb.

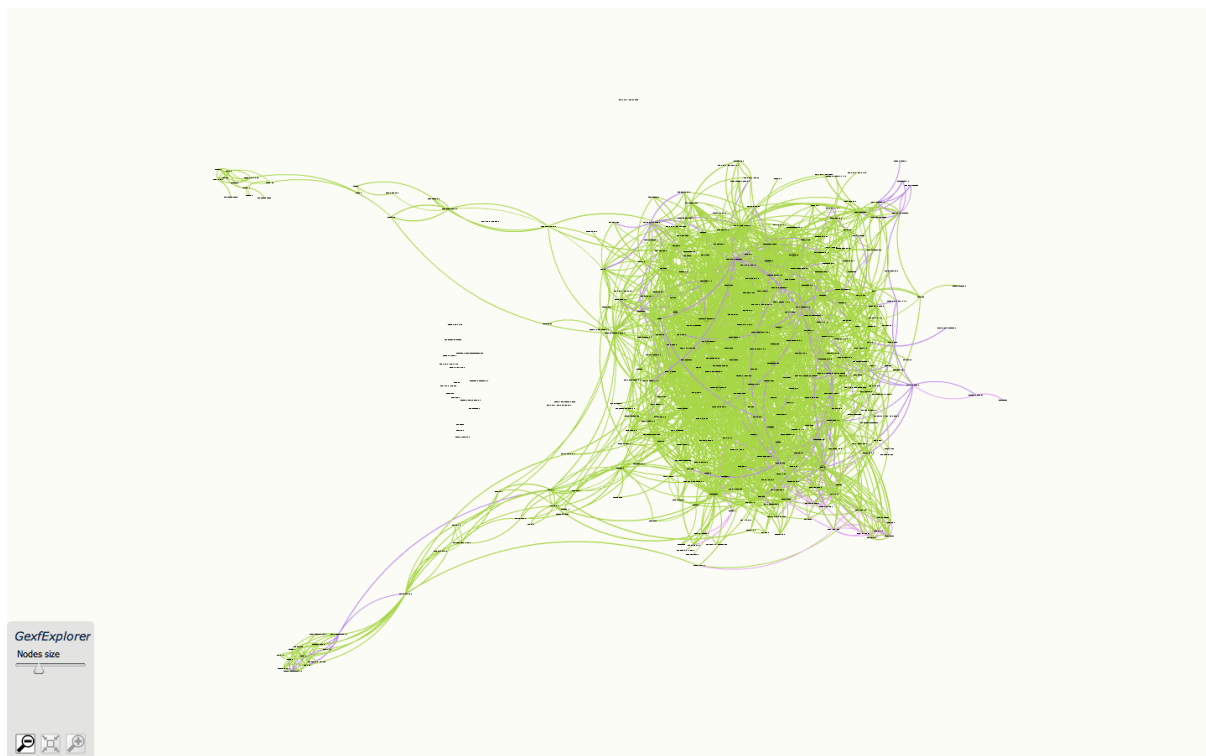
De même, et sans surprise, le corpus est à 96% composé de sites francophones. Peu de rapatriés coloniaux parlaient les langues des pays dans lesquels ils étaient installés ; leurs sites ont aussi pour principale vocation de créer des liens parmi

un entregent colonial disparu sans s'adresser pour autant aux habitants actuels des pays anciennement habités. Ils n'ont donc pas recours à d'autres langues. Seuls les sites des Juifs originaires d'Égypte coloniale sont en anglais, leurs auteurs étant géographiquement répartis entre l'Israël, la France et les Etats-Unis. L'hébreu ne forme cependant pas ici un vecteur commun. Les autres langues parlées dans ce corpus, dont l'arabe littéraire ou vernaculaire, l'espagnol et le vietnamien, occupent, quant à elles, une place très marginale.



Graphique 3 : Langues utilisées dans les « sites de rapatriés »

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=9§ion=8>, novembre 2011).

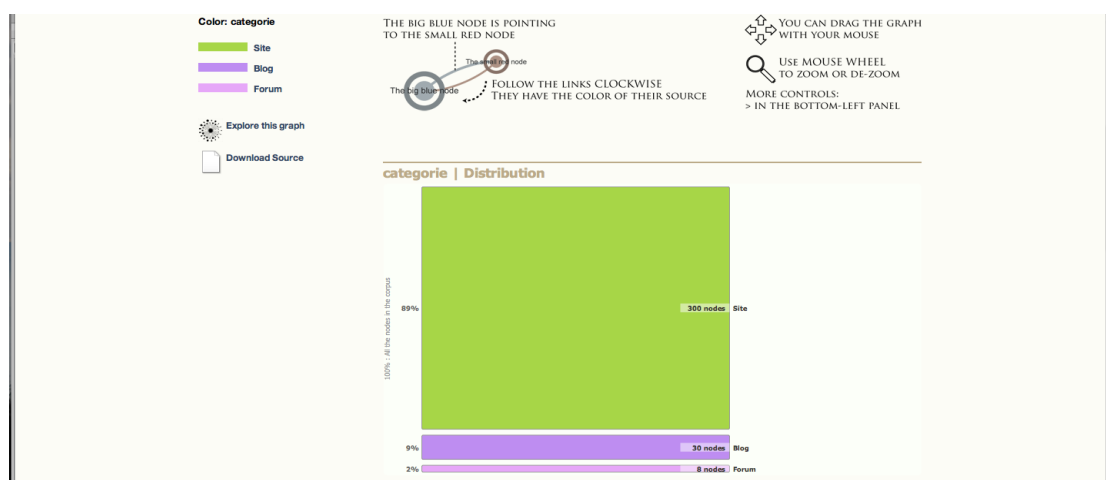


Carte 4 : Catégories de sites

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=8§ion=8>, novembre 2011)

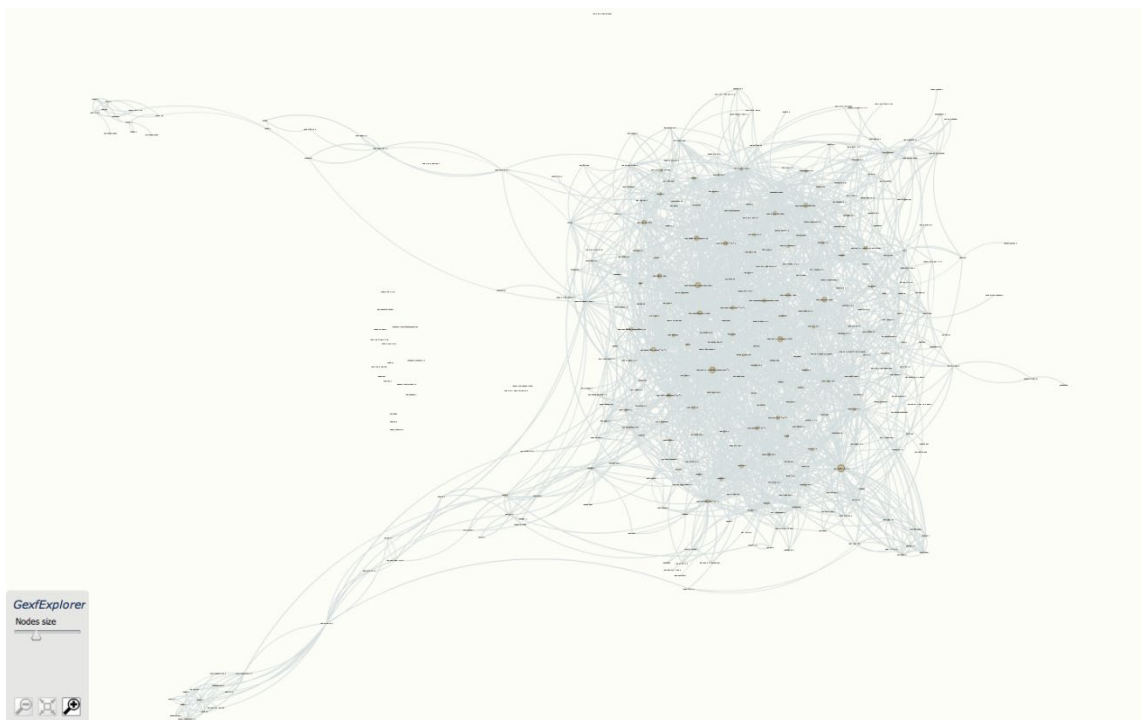
Si les langues utilisées ne permettent pas de s'adresser aux populations anciennement colonisées qui ne seraient pas francophones, on retrouve dans les types de sites cette même absence d'interaction avec les lecteurs. Le corpus est composé à 89% de sites internet où il n'est pas prévu un échange entre les lecteurs ; seuls 9% des sites sont des blogs et moins de 2% incluent un forum de

discussion. On remarque que ce sont les sites les moins liés au groupe des rapatriés d'Algérie qui ont la plus grande inclination à rechercher la discussion avec les visiteurs. Ici encore, les sites des originaires d'Algérie forment un ensemble internet « figé », où la présence sur la Toile est importante mais où les discussions, les débats, les contradictions ne sont pas au cœur des échanges.

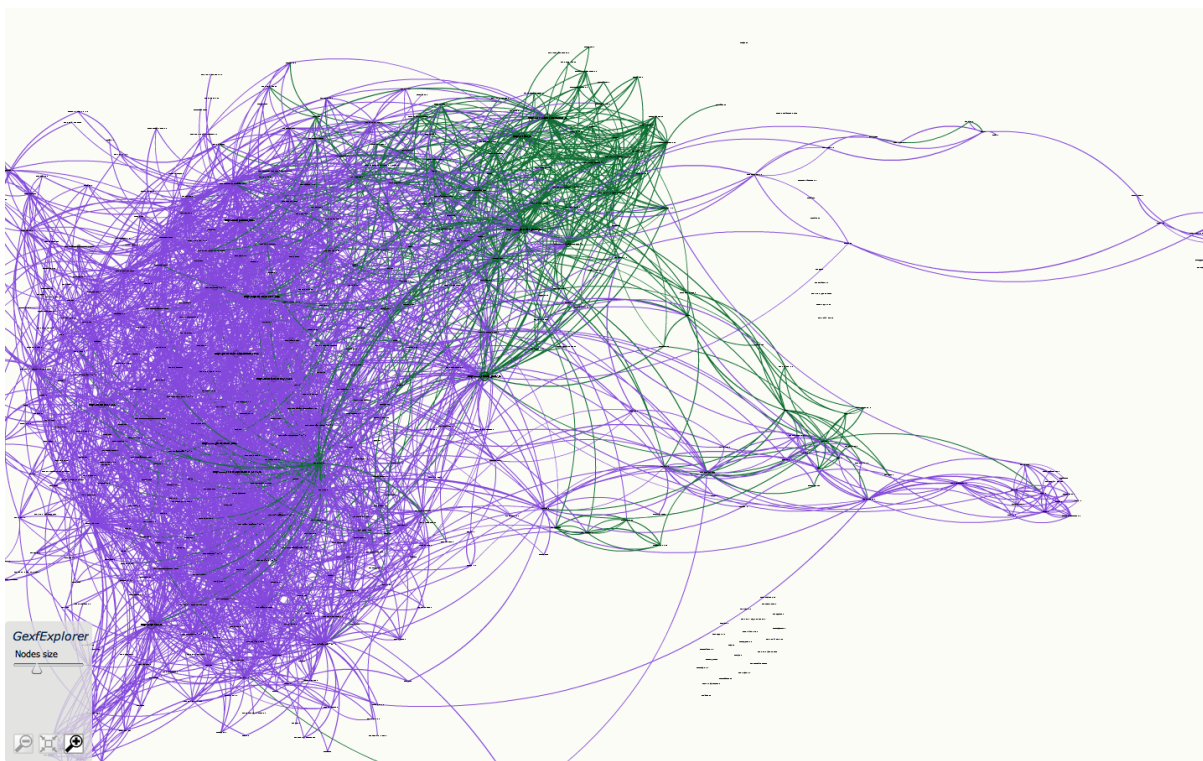


Graphique 4 : Catégories de sites

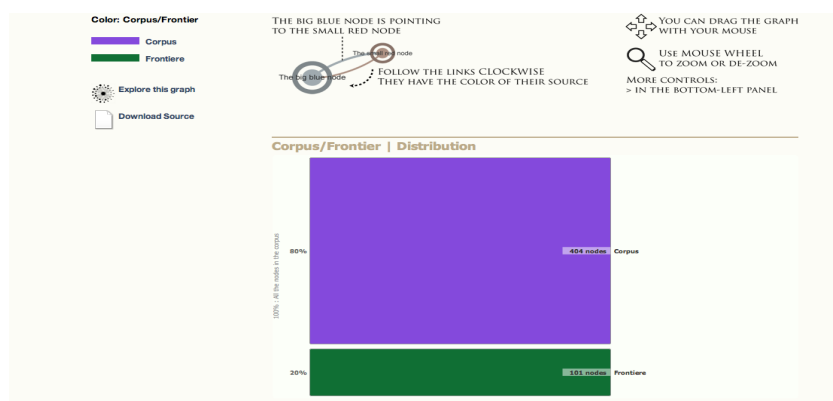
(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=8§ion=8>, novembre 2011).



Carte 5 : « Sites de rapatriés » et sites « frontières » indistinctement agglomérés (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=map&map=75§ion=8>, novembre 2011).



Carte 6 : « Sites de rapatriés » et sites « frontières » agglomérés mais distingués (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=102&map=73&nodeattribute=3§ion=8>, novembre 2011).



Graphique 5 : « Sites de rapatriés » et sites « frontières » agglomérés mais distingués (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=102&map=73&nodeattribute=3§ion=8>, novembre 2011).

Cette première approche se complète par l'étude des sites « frontières » et des liens qu'ils entretiennent avec les sites de rapatriés. L'analyse cartographique du Web permet, en effet, une lecture « en strates » qui montre la façon avec laquelle les sites de rapatriés se lient avec d'autres sites internet, dans un réseau qui dépasse la simple question des rapatriements et inclut, notamment, d'étroits rapports avec le monde politique.

Les sites « frontières »

L'aspect général de la carte ne change pas lorsque sont agglomérés les sites des rapatriés avec les 101 sites catégorisés comme « frontières ». On retrouve la même étroitesse du réseau des rapatriés d'Algérie, comme le même éloignement des sites des populations juives originaires d'Égypte et originaires des anciens espaces coloniaux asiatiques.

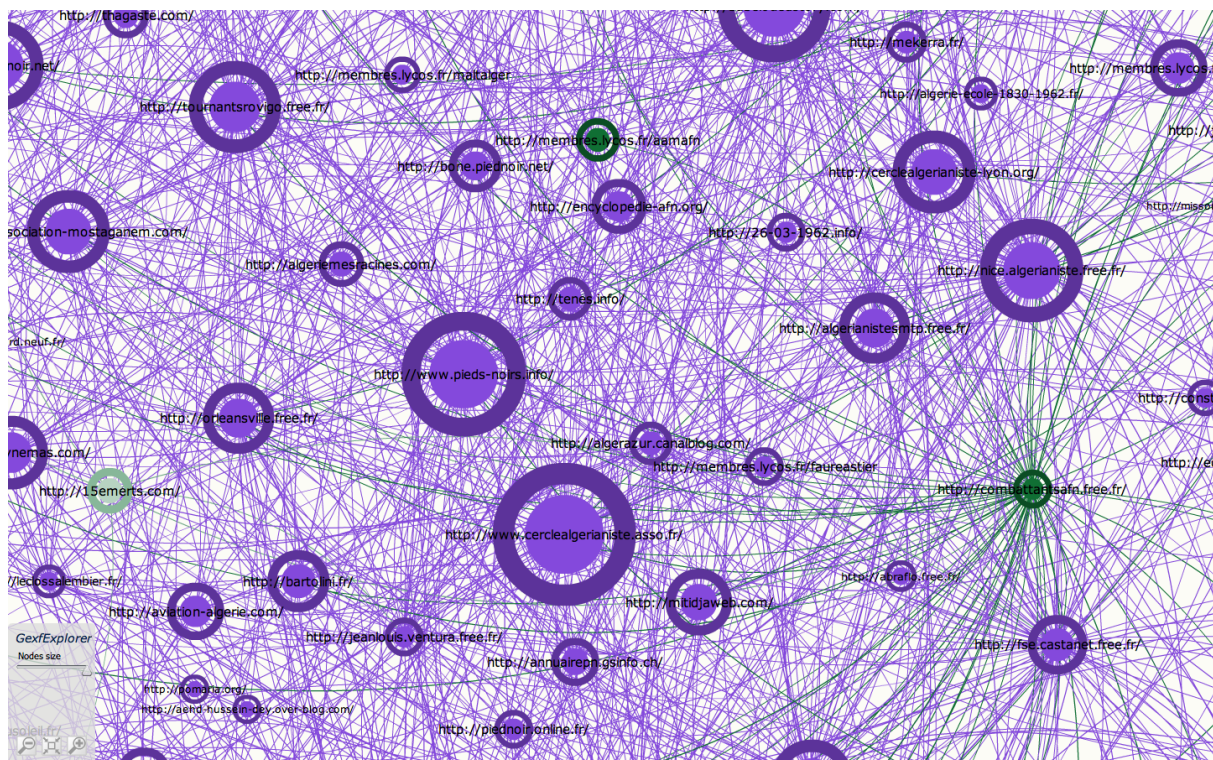
Si on distingue « les sites frontières » des autres sites « rapatriés », comme c'est le cas avec la carte 6 ci-dessus, on remarque que les sites frontières forment un ensemble relativement à part, à l'exception de deux entités. Une première, à l'extrémité droite de la carte, réunit les sites frontières traitant de thématiques juives, qui sont liés avec les sites juifs marocains et égyptiens. La seconde entité est très intégrée parmi les sites traitant des rapatriés d'Algérie. Il s'agit ici de trois sites d'anciens combattants. Le site <http://www.15emerts.com>, n'est pas un site institutionnel mais a, au contraire, été mis en ligne par des anciens membres du 15^e regiment de Tirailleurs sénégalais et du 75^e regiment d'Infanterie maritime (RIMa). Composé de troupes coloniales, il a été

créé en 1919 et fut dissout en septembre 1962. Il a bien évidemment participé à la guerre d'Algérie et a principalement servi dans le massif de Collo, avant de prendre part à l'évacuation d'Oran. Le mot d'accueil du site montre bien sa volonté de recherche de sociabilité et de création de liens entre anciens appelés en Algérie, dont des Français d'Algérie, ce qui explique son immersion au cœur des sites de rapatriés :

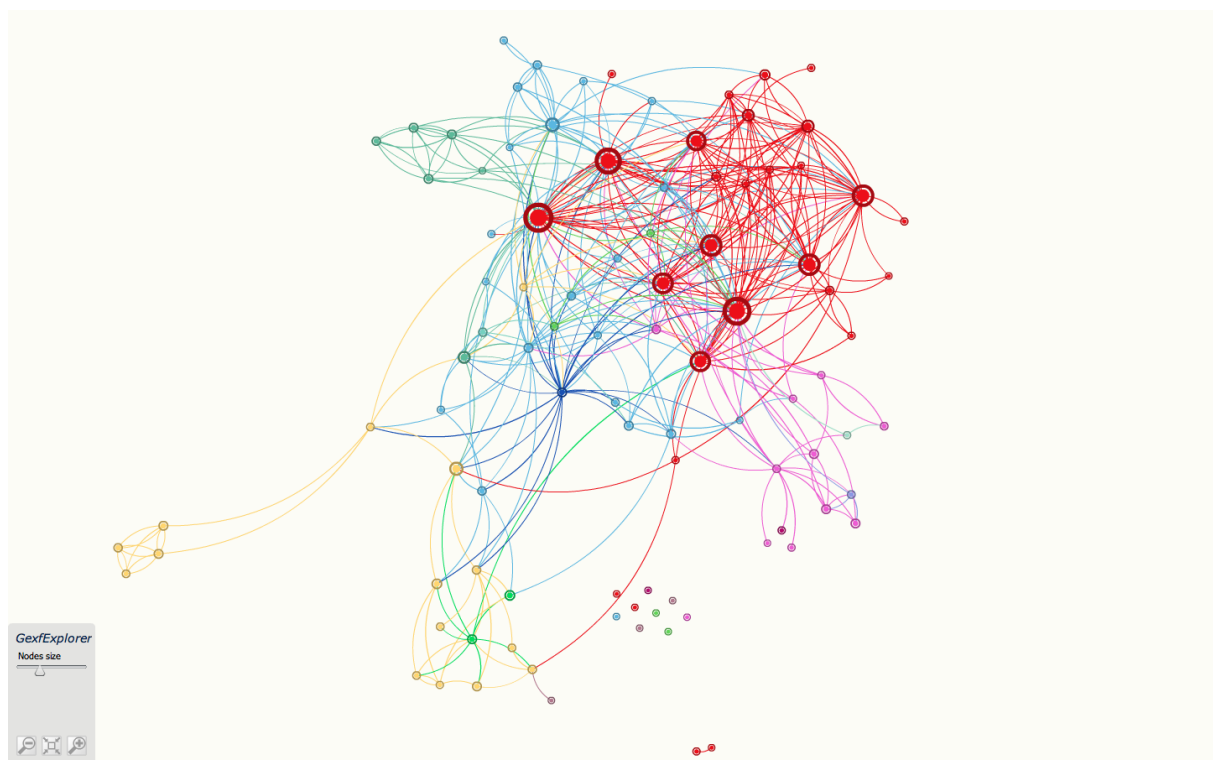
« Nous créons ce site en souvenir du 15^{ème} RTS et 75^{ème} RIMa, pour retrouver d'anciens compagnons qui ont servi pendant la guerre d'Algérie dans ces régiments, à Constantine, Guelma, Collo, Tamalous, Philippeville, Bône, Aïn Kechera, Biskra et d'autres coins de l'Est constantinois, où nous avons passé quelques mois de notre jeunesse, avec de bons et de moins bons souvenirs, sans oublier nos amis d'Afrique, les Tirailleurs Sénégalais. »

l'amicale des Anciens Militaires en Afrique du Nord (<http://combattantsafn.free.fr>), qui semble aussi avoir une autre adresse (<http://membres.lycos.fr/aamafn>), se situe dans la même volonté de créer des liens entre anciens appelés. Cette association précise, dès la page d'accueil de son site, ses attaches républicaines, ce qui la distingue des groupements d'anciens militaires, « ultras de l'Algérie française ». Il n'est donc pas étonnant, ici encore, qu'elle se situe au cœur des sociabilités internet des rapatriés et reste relativement éloignée des sites purement politiques.

Les autres sites « frontières » forment, nous l'avons vu, un ensemble homogène, peu lié avec le cœur des sites de rapatriés. Ils présentent une

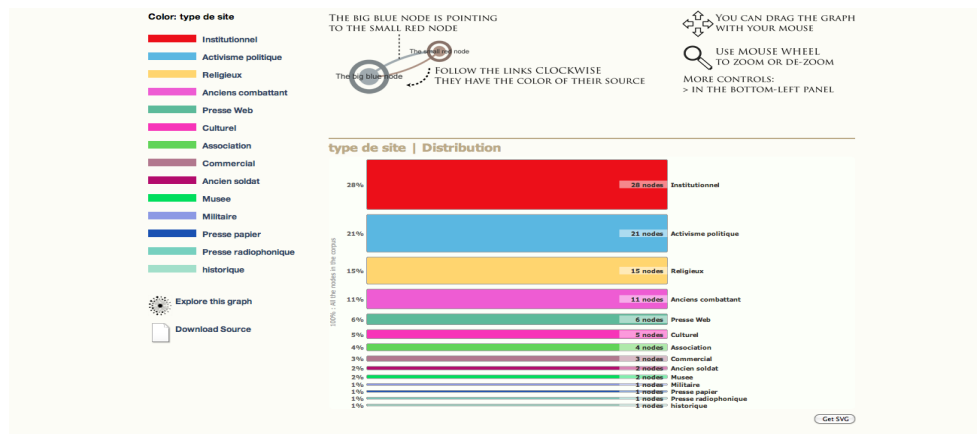


Carte 7 : « Sites de rapatriés » et sites « frontières » agglomérés mais distingués (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=102&map=73&nodeattribute=3§ion=8>, novembre 2011).



Carte 8 : Distribution des sites « frontières »

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=106&map=76&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).



Graphique 6 : Distribution des sites « frontières »

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=106&map=76&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011)

intéressante répartition qui met à la fois au jour la distance et l'imbrication qui existe entre eux.

Ils sont d'abord, dans 28% des cas, des sites institutionnels : le site du Gouvernement, des Affaires étrangères, des Finances, de la Culture, de la Défense sont notamment présents. Bien évidemment, le site de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliation est aussi intégré dans cet ensemble. Enfin, on trouve aussi les sites plus annexes de municipalités qui ont reçu des rapatriés et construit une identité autour de ces migrants particuliers. D'autres sont en lien avec les ambassades étrangères et leurs services culturels, comme c'est le cas avec le consulat de France à Oran.

Les sites politiques composent, quant à eux, 21% du corpus mais ne représentent pas l'ensemble des forces politiques françaises. Les partis et groupuscules d'extrême droite sont fortement représentés, comme le sont aussi les partis de la droite républicaine, grâce à deux blogs de députés de l'Union pour la Majorité Présidentielle (UMP). Les partis de gauche, par contre, sont absents. Seule l'association la Ligue des Droits de l'Homme, et les sites de ses délégations locales, apportent une vision humaniste aux partisans de l'Algérie françaises et aux gaullistes. On notera notamment la présence du site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon, fort investi dans les questions concernant la guerre d'indépendance algérienne.

Tendance politique	Particularité politique	Nombre de site
Extrême droite (total : 9)	Monarchiste	3
	Sans précision d'appartenance	3
	Front National	3
Droite républicaine (total : 5)	Gaullisme	1
	Union pour la Majorité Présidentielle (UMP)	2
	Site de député UMP	2
Centre (total :1)	Union centriste	1
Gauche humaniste	Ligue des Droits de l'Homme (LDH)	7
Total		22

Tableau 1 : Répartition politique des sites « frontières »

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=106&map=76&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).

accord politique avec ses propos (Radio Courtoisie, Français de France, dessins de Konk) ou vers des sites tenus par les populations qui l'obsèdent (le Conseil Représentatif des Institutions Juives de France, le site *harissa.com* regroupant des Juifs tunisiens). On voit bien que le but du groupement d'extrême droite est à la fois de se conforter avec des sites jugés par eux « amis », mais aussi d'observer ceux qui n'appartiennent pas à sa sphère politique. Les autres sites qui dirigent leurs lecteurs vers ce site d'extrême droite méritent aussi l'analyse. Aucun site gouvernemental ne fait mention de ce site ; par contre plusieurs sites de rapatriés l'ont intégré dans leurs liens. Certains sont particulièrement proches de l'idée de défense de l'Algérie française et présentent des exactions commises pendant la guerre contre les populations françaises (<http://oran.1962.free.fr>) ; d'autres, au contraire, lui sont opposés. On remarque aussi que certains sites ne se revendiquent pas ouvertement d'extrême-droite mais développent une pensée qui lui est proche : c'est notamment le cas du site algérieniste de Nice. La thématique coloniale lui sert ici, à la fois de « référence » et d'argumentation.

On retrouve une configuration sensiblement différente dans les réseaux qui structurent le site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon. Entouré de 44 liens, il renvoie ses lecteurs vers 18 sites, tandis que 26 sites le référencient. La Ligue des Droits de l'Homme de Toulon propose à ses lecteurs des liens vers 8 sites gouvernementaux. Les autres sites vers lesquels il les guide sont des sites associatifs à la fois « amis » (un blog portant sur les combats des droits de l'Homme)

http://notrejournal.info/

http://pieds-noirs-aujourdhui.com/

http://notredesockabylie.net/

http://oran1962.free.fr/

http://mdmnewsunblog.fr/

http://blog.lesnicks.fr/rioufel

http://radio-courtois-ever-blog.com/

http://not.org/

http://francaisdefrance.wordpress.com/

http://assemblementnational.fr/

http://papadofrancanalog.com/

http://deasmilko.konk.free.fr/

http://oramim.com-desjardins.fr/

http://vitaljeu.wordpress.com/

http://sitabreveteutesturt.com/

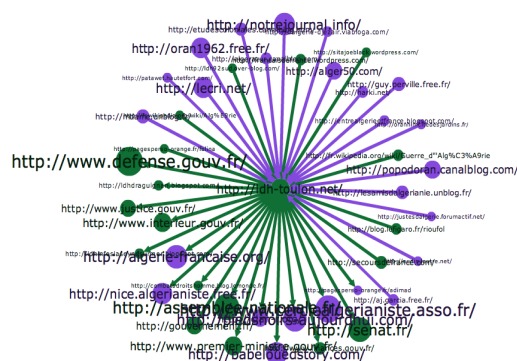
http://trovercanalblog.com/

http://noxfredericcanalblog.com/

http://notrejournal.info/planance.fr/

http://nicenews.com/

Fondation Maison des sciences de l'homme
190 avenue de France - 75013 Paris - France

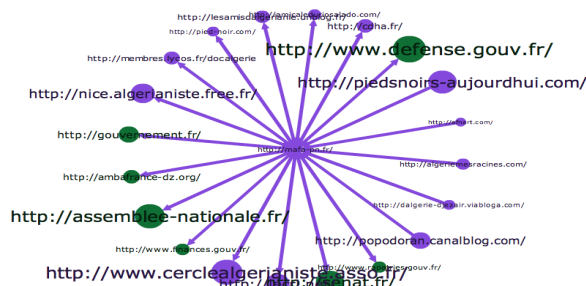


Graphique 8 : Liens entrant et sortant du site de la Ligue des Droits de l'Homme de Toulon (<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=102&map=73&nodeattribute=3§ion=8>, novembre 2011).

ou opposés tel que le site de l'Association de Défense des Intérêts Moraux des Anciens Détenus (ADIMAD), très proche des idées auparavant défendues par les ultras de l'Algérie Français et l'Organisation Armée Secrète, (OAS). Si le site scrute ses opposants, il est aussi particulièrement observé par un ensemble de sites rapatriés dont, par exemple, le site babeloued story (<http://babelouedstory.com>), le site popodoran (<http://popodoran.canablog.com>), *harki.net*. Mais, contrairement au cas du site d'extrême droite « Français de souche », il existe dans le site de la Ligue des Droits de l'Homme des liens intellectuels, qui se veulent réflexifs sur la thématique de l'Algérie coloniale. Le site de Guy Pervillé (<http://guy.perville.free.fr>), professeur d'histoire de l'Algérie à l'Université de Toulouse le Mirail, en est un exemple.

Ici encore l'histoire coloniale de l'Algérie est une thématique sur laquelle des débats politiques sont portés mais rien ne montre qu'elle appartient au champ exclusif de l'extrême droite ; bien au contraire elle est investie par des militants de tous bords qui s'observent et s'opposent.

D'autres sites, enfin, sont consacrés aux questions sociales liées à l'insertion économique des rapatriés. Le site de la Maison des Agriculteurs Français d'Algérie (MAFA), association membre du Comité de Liaison des Associations Indépendantes et Revendicatives de Rapatriés (CLAIRR) est quand à lui officiellement indépendant des militances politiques. Aucun site de notre corpus ne renvoie vers la page web de la MAFA ; par contre ce dernier propose à ses lecteurs de consulter sept sites gouvernementaux, et quatorze



Graphique 9 : Liens entrant et sortant du site de la Maison des agriculteurs français d'Algérie (MAFA)

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=102&map=73&nodeattribute=3§ion=8>, novembre 2011).

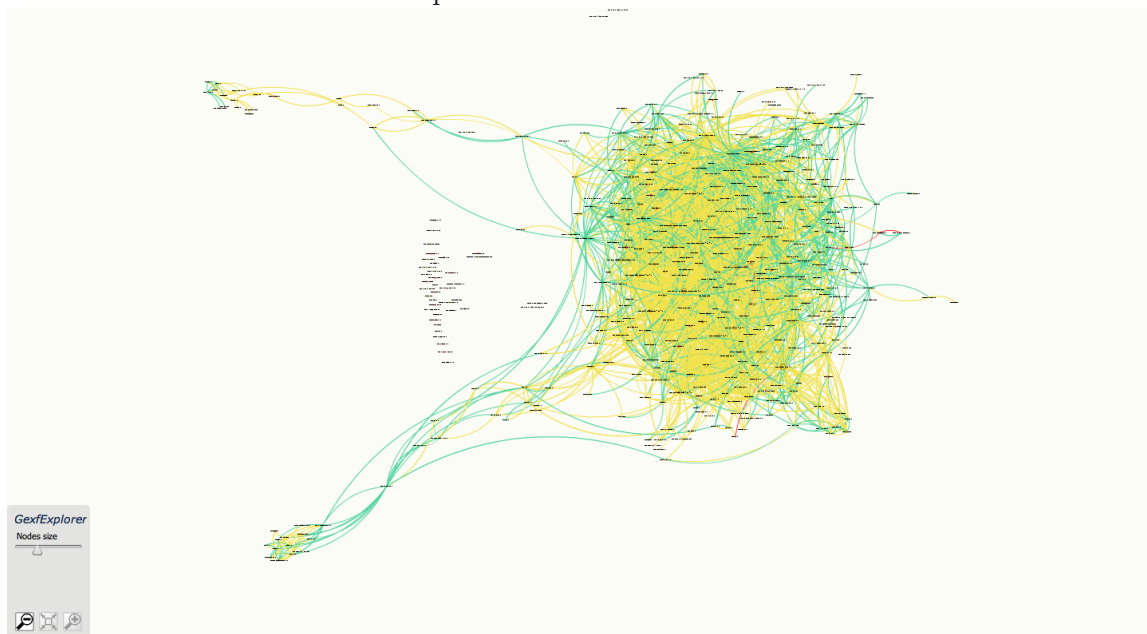
sites associatifs, dont certains tendent cependant à défendre l'Algérie française, tel une fois encore, le site algérianiste de Nice. En d'autres termes, l'extrême-droite n'est pas au cœur des arguments de cette association, même si la défense de l'idée coloniale peut se rencontrer, en filigrane, dans certains sites associatifs qui lui sont proches.

L'analyse des réseaux qui entourent les sites de rapatriés permet de mettre notamment au jour les combats militants qui sont menés entre la sphère associative et le monde politique. On y lit très clairement que l'histoire coloniale n'est pas une thématique ancrée dans une seule famille politique, même si l'extrême droite en fait un de ses thèmes de prédilection. On remarque aussi que l'État est très présent dans les liens internet : les rapatriés observent méticuleusement la production

juridique des ministères et du Parlement. Il y a-là un intéressant paradoxe : l'intervention publique est observée, mais dans la mémoire collective et dans les argumentations politiques qui entourent les rapatriements, l'intervention de l'État n'est jamais, ou très rarement mentionné. Passée sous silence par les associations de rapatriés, elle est cependant, en sous-main, particulièrement scrutée.

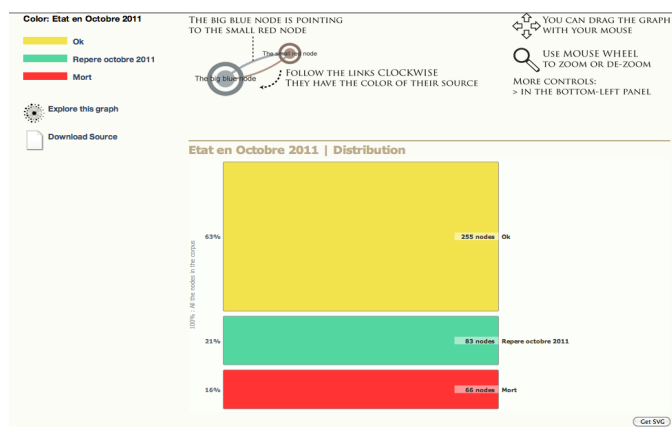
L'évolution de l'Internet des rapatriés de 2009 à 2011

La construction du corpus, nous l'avons vu, s'est réalisée en deux temps. Une première étude, menée en février 2009 a permis de dresser un premier aperçu du web des rapatriés. Elle a été complétée une année et demie plus tard, en 2011, par



Carte 9 : Sites nouvellement inclus, sites morts et sites pérennes entre juin 2009 et octobre 2011

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=103&map=74&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).



Graphique 10 : Sites nouvellement inclus, sites morts et sites pérennes entre juin 2009 et octobre 2011

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=103&map=74&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).

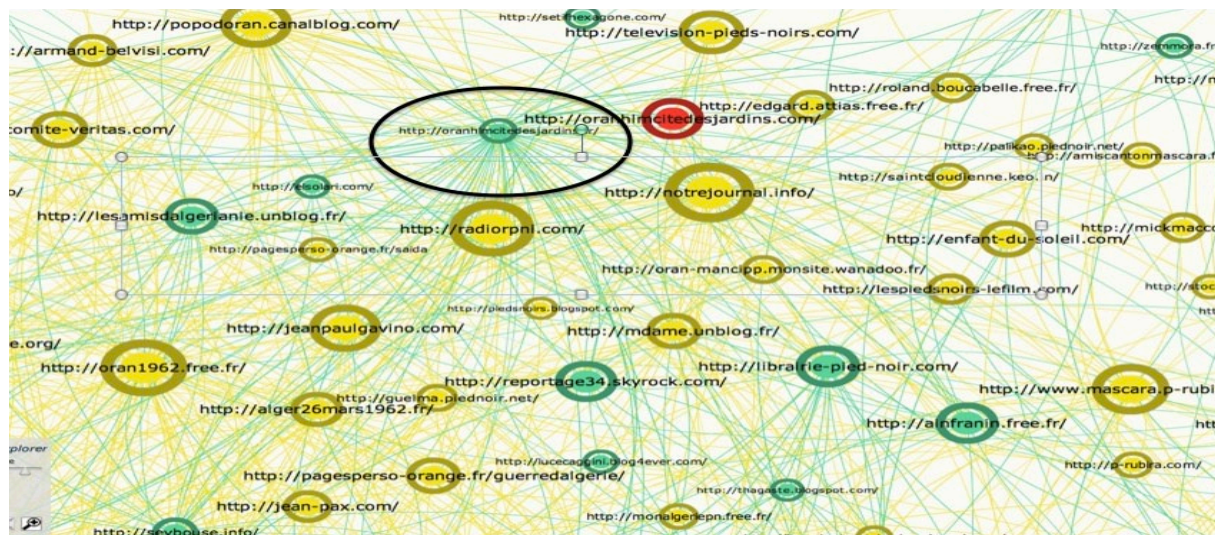
une nouvelle investigation. Chaque site nouvellement visité a été catégorisé, comme « pérenne » (63%) ou comme « mort » (16%) tandis que 93 nouveaux sites (21%) étaient nouvellement intégrés dans le corpus.

En dépit d'une importante évolution du nombre des sites de rapatriés mis en ligne ou abandonnés, on observe la même tendance des sites nouvellement créés à s'insérer dans le maillage déjà existant. Les sites de rapatriés d'Algérie se lient avec les leurs, les sites des autres rapatriés ne se mélangent guère plus avec les autres.

Le site <http://oranblmcitedesjardins.fr>, entouré sur la carte ci-dessus, a par exemple été intégré dans le corpus en octobre 2011. À lui seul, il a entraîné l'intégration de plus de cinquante autres sites, qui comme lui sont dédiés à la mémoire de lieux auparavant habités par des Français d'Algérie. La tendance générale des sites de rapatriés d'Algérie à vouloir se cantonner autour de la seule thématique de l'Algérie coloniale n'est donc ici en rien bouleversée. Quelques sites nouvellement

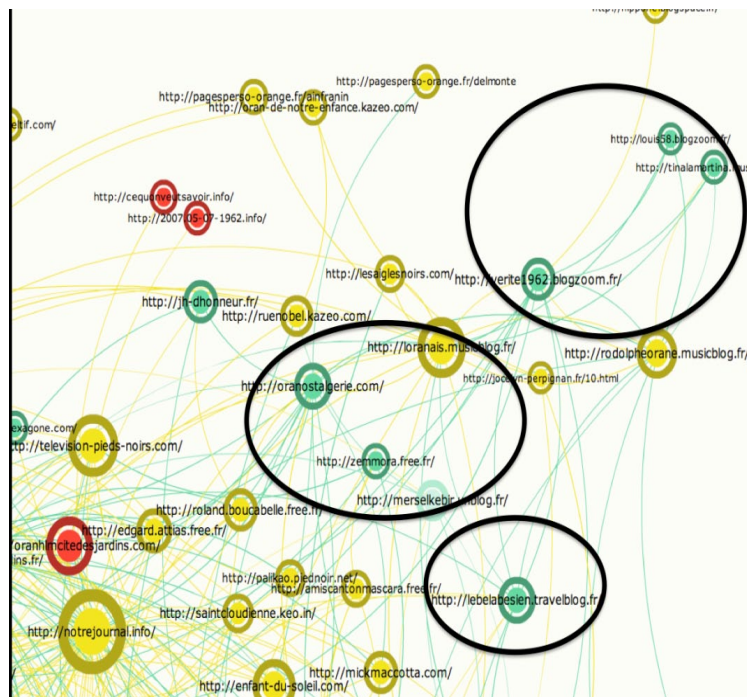
créés entre juin et octobre 2011 se retrouvent par contre « en périphérie » du groupe des Français rapatriés d'Algérie, tel par exemple cet ensemble de sites portant sur la ville d'Oran. C'est-là, à mon avis, un effet dû à la nouveauté. Encore peu connus des autres sites des rapatriés d'Algérie, ils restent dès lors peu cités. Lorsqu'ils seront mieux référencés, ils seront intégrés au cœur des sites des Français d'Algérie.

La nouveauté vient par contre des sites sépharades. Si lors de la première exploration, les sites juifs Égyptiens restaient relativement isolés, la carte ci-dessous montre bien qu'ils sont désormais reliés à l'ensemble des sites de rapatriés grâce à un site généalogique et anglophone consacré aux populations sépharades (<http://sephardicgen.com>). Ce même site reste proche des sites généralistes consacrés à la population juive marocaine (<http://www.dafina.net>), voire du site universitaire francophone consacré aux études coloniales que nous avons déjà abordé (<http://etudescoloniales.canalblog.com>).



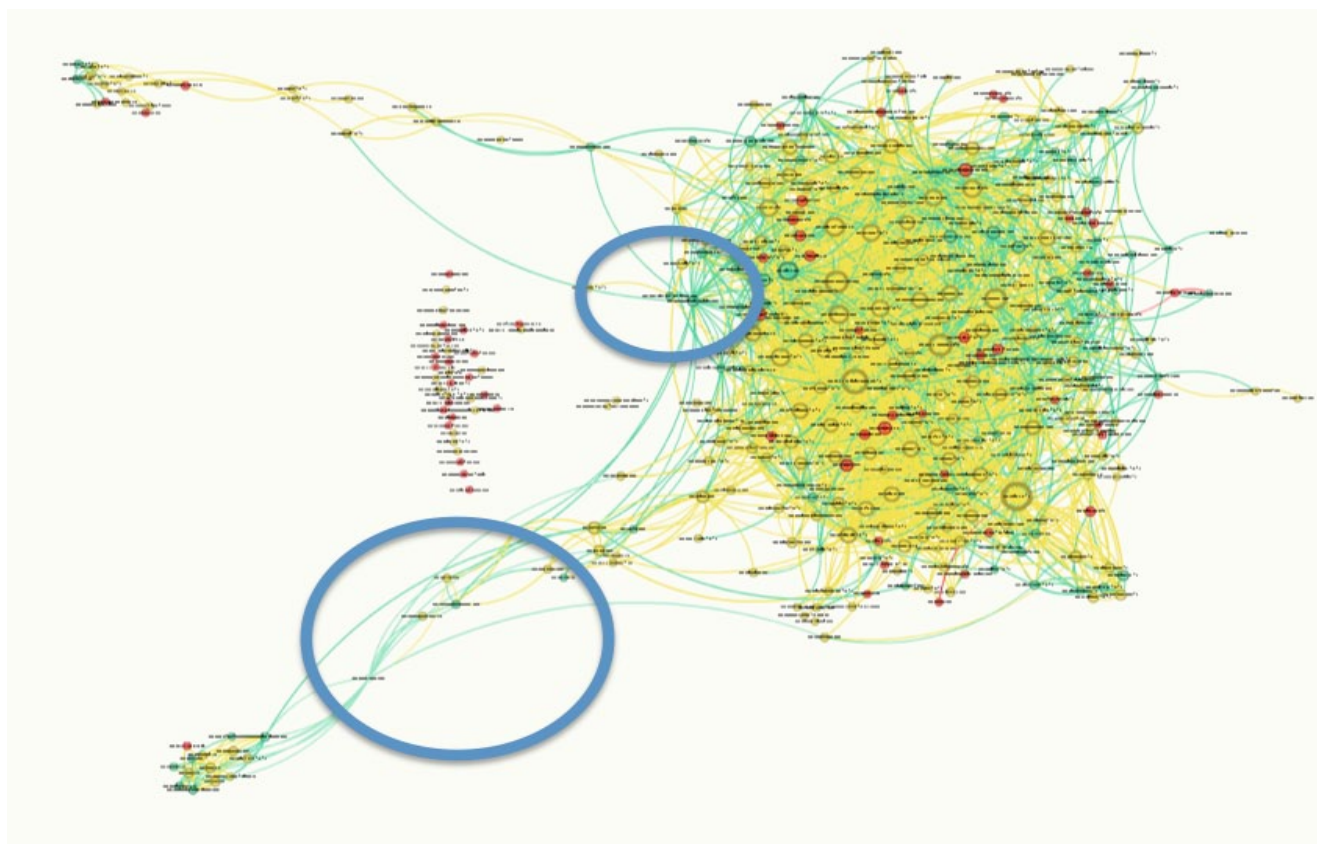
Carte 10 : Sites nouvellement inclus, sites morts et sites pérennes entre juin 2009 et octobre 2011 (détails)

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=103&map=74&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).



Carte 11 : Sites nouvellement inclus, sites morts et sites pérennes entre juin 2009 et octobre 2011 (détails)

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=103&map=74&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011).



Carte 12 : Sites nouvellement inclus, sites morts et sites pérennes entre juin 2009 et octobre 2011 (détails)

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=103&map=74&nodeattribute=4§ion=8>, novembre 2011)

Il existe donc bien un « territoire de l'Internet » qui participe très clairement à la création des « cadres sociaux de la mémoire » des rapatriés¹⁷. Les animateurs de sites y inventent un temps particulier, agrémenté d'une narration où d'où émerge un fort sentiment de « mêmeté », on retrouve ici la pensée de Paul Ricoeur, qui participe à regrouper les individus en fonction de leurs origines géographiques¹⁸. Cette identité très spatialisée, créée en référence aux territoires perdus, montre que rapatriés d'Algérie, du Vietnam, du Maroc et dans une moindre mesure de Tunisie ne se mélangent pas. La seule mention des origines ne suffit cependant pas à faire identité. Les débats politiques, forcément très présents lorsqu'on évoque l'histoire coloniale française, viennent brouiller les imaginaires et empêchent très clairement la mise en place de discours performatifs, sur lesquels les concepteurs de site pourraient s'entendre et peut-être participer à une création identitaire clairement identifiée.

2. Les réseaux internet des rapatriés d'Algérie

Les associations de rapatriés d'Algérie assurent, de nos jours encore, fédérer un important nombre de Pieds-Noirs et avoir, en conséquences, la capacité d'infléchir les destinées électorales. Or, les sites les plus visibles sont créés par des personnes individuelles et mettent en avant des aspects culturels, sans toujours faire apparaître de directives politiques clairement formulées. L'étude de l'espace de l'Internet permet ici de mesurer les rhétoriques associatives sur le monde politique.

Histoires d'associations....

Valérie Esclangon-Morin a bien montré les évolutions des associations de rapatriés depuis l'indépendance algérienne¹⁹. Les premières, créées à la fin de la décennie 1950, ont eu une action sociale. Elles fournissaient notamment des secours et des aides administratives au moment des arrivées. Elles avaient aussi, en parallèle, une importante influence auprès des pouvoirs publics. L'Association Nationale des Français d'Afrique du Nord et de Leurs Amis (ANFANOMA), créée en 1956, revendiquait 250 000 membres en 1962 ; son

président, Pierre Battesti, député de l'Union pour la Nouvelle République (UNR) jusqu'en 1962, porta les revendications de son association auprès des représentants de l'État. Le Rassemblement National des rapatriés d'Afrique du Nord et de Leurs Amis (RANFRANOM) est née, quant à lui, en 1960 de la scission de l'ANFANOMA. Ces deux associations connurent une baisse de leur influence durant la décennie 1970 : leur proximité avec le pouvoir gaulliste et les colères nées des premières lois d'indemnisation, jugées trop modérées, entraînèrent de nombreuses défections.

Ce fut alors le temps des premières associations dites de « nostalgiques ». Elles réunissaient des originaires de mêmes localités, des anciens de mêmes professions, de mêmes écoles ou lycées... Elles publiaient des journaux, organisaient des rassemblements, des pèlerinages et se donnaient pour but de « sauver » la culture des Français d'Algérie. Elles glorifiaient pour cela le temps passé, réinventaient une histoire mythique où la colonisation était innocentée de ses maux et où le rapatrié était assimilé à un civilisateur, conquérant de la terre algérienne²⁰. Elles pérennisaient la justification coloniale, qui depuis la fin du XIX^e siècle, assurait qu'il existait une « mission civilisatrice de la France sur ses colonies »²¹. Le Cercle Algérien fut ainsi créé par Maurice Calmein en 1973 autour du mot d'ordre « Sauver une culture en péril ». Pour ce faire, l'association s'est organisée en cercles régionaux, a animé de multiples conférences et a eu une importante activité de publications. Elle participe aussi à animer un vaste réseau de « maisons des rapatriés », présentes dans de très nombreux départements français. Sous couvert de sauver la culture pieds-noirs, l'inégalité fondamentale des sociétés coloniales n'était jamais interrogée comme ne l'étaient pas plus les processus qui avaient conduit aux départs des Français coloniaux de leurs terres. Dans le même temps, L'ANFANOMA et le RANFRAN, furent sérieusement concurrencés par L'Union Syndicale de Défense des Intérêts des Français Repliés d'Algérie (USDIFRA), créée en 1975, et par le Rassemblement et Coordination Unitaires des Rapatriés et Spoliés (RECOURS),

17. Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire* (Paris : Albin Michel, 1994).

18. Paul Ricoeur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli* (Paris : Le Seuil, 2003).

19. Valérie Esclangon-Morin, *op. cit.*

20. Voir notamment Benjamin Stora, *Le Transfert d'une mémoire : de l'« Algérie française » au racisme anti-arabe* (Paris : La Découverte, 1999) ; Éric Savarèse, *L'Invention des Pieds-Noirs* (Paris : Séguier, 2002).

21. Raoul Girardet, *L'Idée coloniale en France, 1871-1962* (Paris : La Table Ronde, 1972).

fondé en 1976. La première association, très proche de l'extrême-droite, prônait une défense musclée des rapatriés. Elle menait des actions médiatiques importantes (prises d'otages), mais aussi un important combat xénophobe, raciste et assassin contre les Algériens présents en France ; le groupe « Justice Pied-Noir » revendiqua en 1975 des attentats à la bombe contre la compagnie Air Algérie et un foyer Sonacotra habité par des travailleurs algériens. Le RECOURS, d'obédience républicaine, initia quant à lui une forte action de lobbying. Il prit une part active aux élections municipales de 1977 et réussit parfois à faire changer les majorités. L'association soutint la candidature de François Mitterrand en 1981 et celle de Jacques Chirac en 1986. Jacques Roseau, son président, prônait notamment un rapprochement avec l'Algérie indépendante. Il avait ainsi, au cours d'un débat télévisé, serré la main de Yacef Saadi, militant indépendantiste algérien, membre du Front National de Libération (FLN) et chef de la zone autonome d'Alger en 1956. Jacques Roseau fut assassiné en 1993 par des anciens membres de l'OAS, militants de l'USDI-FRA, après avoir été particulièrement décrié par le Front National.

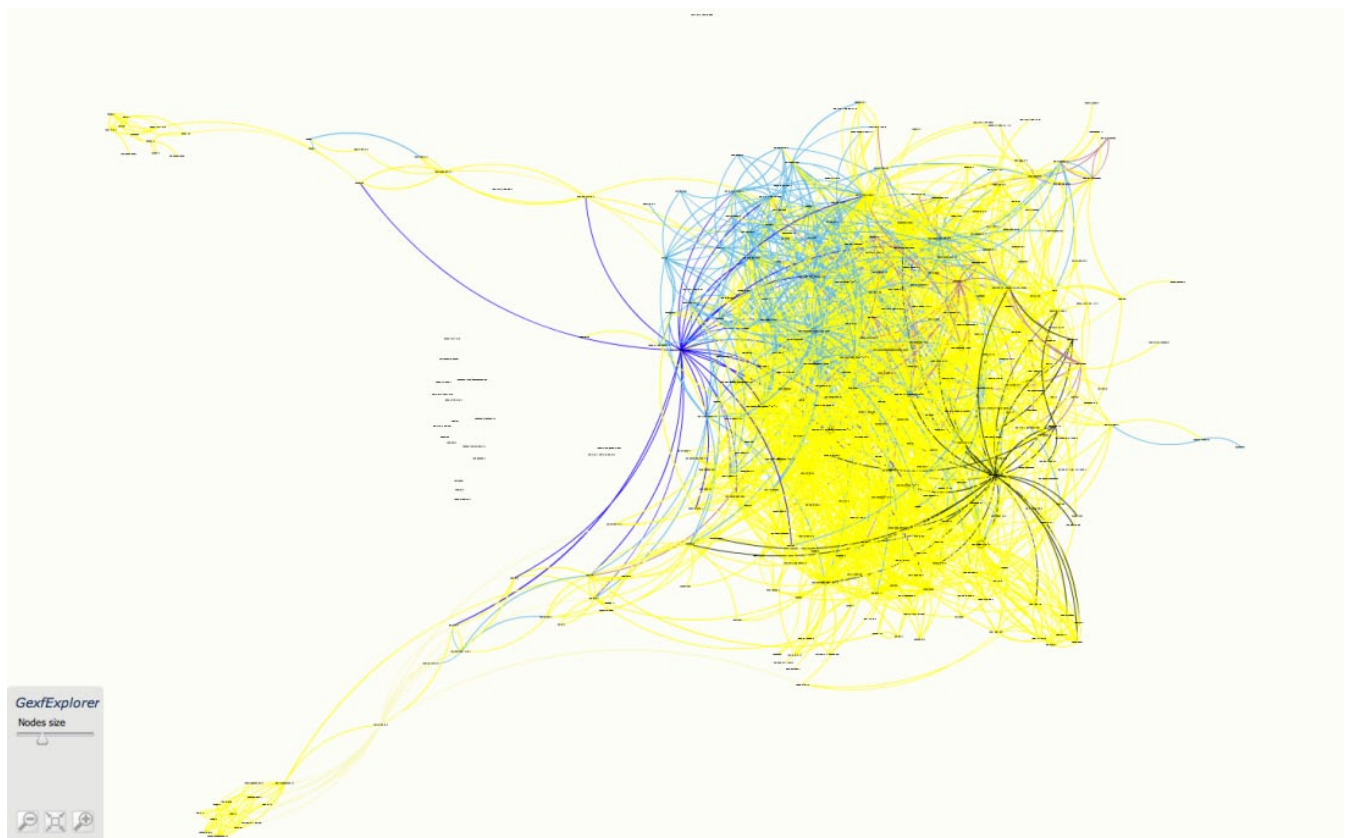
Dès lors, les associations de rapatriés d'Algérie durent clarifier leurs militances. Les unes poursuivirent le mélange des causes et entretinrent, sous couvert de défense de la culture pied-noir, des propos partisans de l'Algérie française, de la colonisation voire de l'OAS. D'autres, touchées au tournant de la décennie 1980 par l'émergence du Front National, parti d'extrême-droite français qui avait su instrumentaliser l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne pour mieux stigmatiser l'immigration maghrébine, luttèrent au contraire pour une société multiculturelle. L'Association Coup de Soleil, créée en 1987, milite ainsi en faveur du rapprochement de tous les habitants de l'Algérie, rapatriés ou non, sans considération de religion, de langue ou de lieux de résidence. L'association Harkis et Droits de l'Homme, créée en 2005, vise à émanciper le groupe des harkis d'une unique parole confisquée par l'extrême-droite. D'autres associations encore se réfugient dans des activités purement mémorielles, généalogiques ou culinaires, en prenant soins de marquer leurs distances avec l'histoire coloniale française.

La conséquence est un paysage associatif très brouillé : il n'existe pas un discours historique et politique commun aux associations, comme

c'était d'ailleurs le cas du temps de l'Algérie française sur la colonisation, et de multiples mémoires antagonistes s'affrontent constamment. Mais en dépit de cette confusion, le pouvoir politique est toujours convaincu que les rapatriés sont une force électorale, comme ils avaient pu l'être du temps de l'ANFANOMA, du RANFRANOM et du RECOURS. Les partis politiques qui se sont succédés à la tête de l'État depuis le milieu des années 1990 cèdent à toutes les revendications mémorielles et sont incapables de porter la mémoire de la politique d'intégration des rapatriés d'Algérie qui a été menée par l'État depuis 1962. Car l'État décolonisateur a su aussi mener une politique d'intégration, certes imparfaite en de nombreux points, mais constamment corrigée depuis les cinquante années de l'indépendance de l'Algérie. Ce n'est donc que l'amnésie des représentants de l'État et la crainte que les associations de rapatriés soient toujours une force électorale qui est à l'origine d'un considérable pouvoir d'influence de quelques associations qui n'ont pas ou peu de militants. Nous avons évoqué la loi du 23 février 2005, nous pouvons aussi mentionner, au tournant du XXI^e siècle les multiples inaugurations des monuments en l'honneur des Français « morts pour que vive l'Algérie française » (à Perpignan, à Sète, à Poitiers, à Angoulême, à Hyères), les stèles à la mémoire des membres de l'OAS déposées par l'Association de Défense des Intérêts Moraux des Anciens Détenus et Exilés Politiques de l'Algérie françaises (ADIMAD), les musées, les mémoriaux comme celui créé par le Cercle Algérieniste de Perpignan en 2007, sur lequel ne figurent que les noms des disparus partisans, ou supposés partisans, de l'Algérie française en omettant ceux des Français disparus et militants de l'indépendance algérienne. La confusion est donc totale entre des associations supposément représentatives et la parole d'un État amnésique particulièrement instrumentalisée, sinon dépréciée.

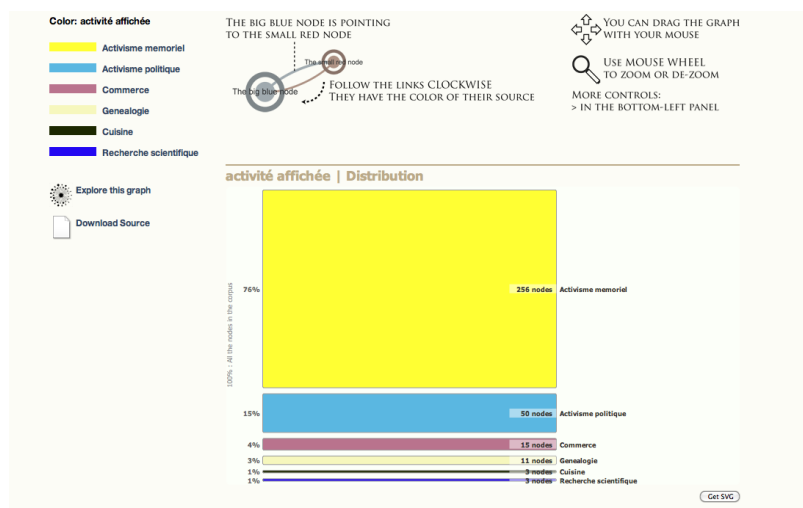
Les types de sites traitant des rapatriés d'Algérie

Catégoriser les sites selon qu'ils se consacrent plus ouvertement aux approches mémorielles, ou politiques permet de donner « le ton » que le site cherche à avoir, sans bien évidemment oublier que les propos qui y sont développés sont polysémiques.



Carte 13 : Activité affichée des sites

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011).

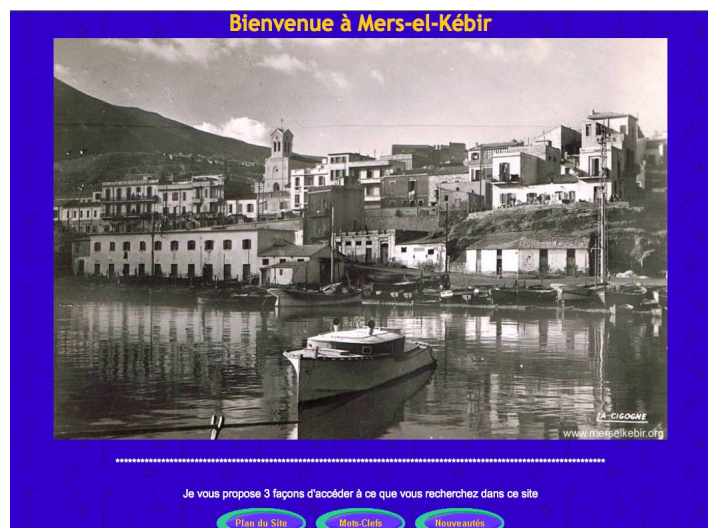


Graphique 11 : Activité affichée des sites

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011).

Les sites des rapatriés d'Algérie sont à 76% des sites mémoriels, où se présentent comme tels. Ils évoquent des villes, des quartiers, des rues, des maisons perdues et tout l'imaginaire portant sur la « vie là-bas » y est représenté. Certains affichent des photos d'époque, parfois complétées avec des

photographies actuelles. Quelques-uns donnent à écouter des chansons de leur composition ou des chansons supposées évoquer les rapatriements et les nostalgies. Certains sites ne se mêlent absolument pas de politique coloniale ; d'autres, par leurs textes ou leurs liens proposent une vision très



Photographie 1 : Page d'accueil du site Kebir.fr et paroles de la chanson présente en fond sonore

Source : <http://kebir.fr/>, visité le 23 mars 2012.

partisane de l'Algérie française. Un site consacré à la ville de Mers-el-Kébir (<http://kebir.fr>) en est une très bonne illustration. Dès sa page de garde, une ancienne photographie du port accompagnée d'une chanson portant sur le sentiment d'exil, probablement interprétée par l'auteur, accueille le visiteur. Invitant le lecteur au voyage dans le temps colonial, quelques pages du site proposent des plans de rues d'époque indiquant les noms des commerçants et des habitants que les visiteurs peuvent compléter. L'activité mémorielle affichée n'en est cependant pas moins imprégnée de politique et de dénonciation du gaullisme. La guerre d'Algérie n'est pas mentionnée, ni la longue histoire coloniale, la seule explication donnée au départ contraint d'Algérie est l'action de De Gaulle, jugé comme traître à la France. L'argument est fréquent et se dissimule dans les affres d'une mémoire blessée.

« (...) Je suis d'un pays lointain, au bord de la mer,
Ma patrie l'a délaissé, une drôle de mère,
Et moi je ne peux pas, même malgré moi,
Faire tout comme si il n'existait pas !
Je suis de Mers-el-Kébir, j'y ai tous mes souvenirs,
Un village merveilleux, où sont encore mes aïeux,
Je suis de Mers-el-Kébir, avec rage j'ai dû partir,
Mais un jour je reverrai, le village où je suis né
Ils en ont donné du temps, et l'armée du sang,
Pour finir spoliés, trahis, par un malveillant
Mais moi je ne peux pas, même malgré moi
Comme si de rien n'était et oublier ! (...) »

D'autres sites, ils comptent pour 15% de l'ensemble du corpus, ont une activité « politique frontale » ; 3% d'entre eux se revendiquent comme proches de l'OAS. C'est le cas par exemple du site <http://www.salan.asso.fr/>, qui fait l'apologie du fondateur de l'OAS, ou du site <http://www.algerie-francaise.org> en lien avec le site <http://www.de-gaulle.info>, dont les auteurs déposent des plaintes contre les États français et algérien et dévoilent, au fil de leurs pages, une interprétation historique particulièrement biaisée. En réutilisant la propagande militaire française du temps de la guerre d'Algérie, photographies de cadavres mutilés à l'appui, ces sites soutiennent l'idée que l'OAS menait une guerre juste contre le FLN et le régime qui a négocié la paix en Algérie. Mais leur propos n'est pas uniquement de rejouer la guerre passée. Ils militent aussi contre l'immigration algérienne en France et contre tous ceux qui, à leur yeux, ne défendent pas leur vision de la colonisation. Le site <http://parachutiste.18.rcp.free.fr/> est d'ailleurs tout à fait clair par son message d'accueil :

« AVERTISSEMENT : ne sont pas bienvenus sur ce site, les « PORTEURS DE VALISES », c'est à dire tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre Ont pu contribuer à L'ASSASSINAT de jeunes Soldats FRANÇAIS « APPELÉS » pendant la guerre d'Algérie, artistes, parti politique, directeur de théâtre – homme



Photographie 2 : Page d'accueil <http://pied-noir.eu>, visité le 27 mars 2012.

de lettre, ancien ministre, et on en passe [sic] »

Le site de l'USDIFRA affiche, quant à lui, tantôt des messages de soutien à la mémoire des partisans de l'OAS tantôt de appel à fédérer autour de lui le vote de la communauté pied-noir. En notre période électorale de campagne présidentielle, il « auditionne » les représentants des divers partis au cours de ce qu'il nomme un « Grand Oral », au terme duquel il donnera des consignes de vote. Au 27 mars 2012, seuls les partis de droite et d'extrême-droit s'y sont présentés.

4% des sites du corpus sont catégorisés comme étant commerciaux. Il s'agit là de sites individuels de personnes qui utilisent une identité de rapatriés, où la thématique des rapatriements pour une activité commerciale. On compte parmi eux des vendeurs de gravures et de cartes postales anciennes, mais aussi quelques artistes qui proposent un répertoire « pied-noir ». Louis el Solari (<http://elsolari.com/pages/discbas.htm>) interprète des chansons du répertoire populaire français et

espagnol, quelques-unes, de sa composition, sont dédiées à « [...] : tous ceux qui partagent avec moi le même destin et ces sentiments. Et il est dédié à mon amour pour l'Algérie de Là-bas dont Oran la Belle ». Le site de la production du film documentaire *Les Pieds-Noirs* (<http://www.lespiedsnoirs-lefilm.com>) est aussi présent dans ce corpus. Mais sans contester, les deux sites les plus importants sont ceux de Jean-Paul Gavino (<http://www.jeanpaul-gavino.com>) auteur et interprète d'un *Hymne aux Français d'Algérie*, et *Des hommes d'honneur*, sur les militants de l'OAS. Les paroles de ses chansons sont particulièrement violentes, antisémites et xénophobes, « Si vous ne vous bougez pas » donne bien la mesure de la confusion entre mémoire et activisme politique d'extrême droite :

« (...) vous n'avez plus voulu de l'Algérie française, vous n'avez plus voulu la grande France fraternelle, alors on ne vous laissera pas, alors oui on vous combattrà, vous n'aurez pas la France Algérienne. Nous ne sommes pas racistes, nous ne sommes pas fascistes, nous

sommes simplement réalistes (...). Si vous ne vous bougez pas, il vous arrivera, de n'être plus chez vous, qu'un vieil homme à genou, une puissance planétaire, s'imposera dans vos affaires, et vous n'aurez plus qu'à vous taire. Si vous ne vous bougez pas, alors disparaîtra, la France de vos ancêtres, celles qui vous a vu naître, la grande Europe des nations, et puis de forte traditions, fruits de tant de générations (...).

Dans la même veine, Jean-Pax Mefret (<http://jean-pax.com>), est l'auteur de chansons ayant pour titres *Les Barricades*, *Diên Biên Phú*, ou *Les Harkis* et dont le mot d'accueil de son site est « *Puisqu'il faut le dire en chansons* ». Il est intéressant de noter que ces sites « artistiques » sont fortement référencés, à la fois par les sites mémoriels et politiques de notre corpus.

Enfin, trois sites catégorisés comme « scientifiques » proposent des analyses historiques documentées, un site regroupe des chercheurs (<http://etudescoloniales.canalblog.com>), un autre est celui très controversé Jean Monneret, historien d'extrême droite, qui au nom de « ses combats », analyse la fin de l'Algérie française.

La catégorisation entre sites mémoriels, politiques, commerciaux ou scientifiques montre très clairement qu'il y a un possible mélange des genres et que l'activisme politique, frontal ou parfois sous couverts mémoriels, se retrouve dans de nombreux sites. Tous les sites mémoriels ne sont bien évidemment pas dans une perspective de combat politique. « La Toile internet » est d'abord

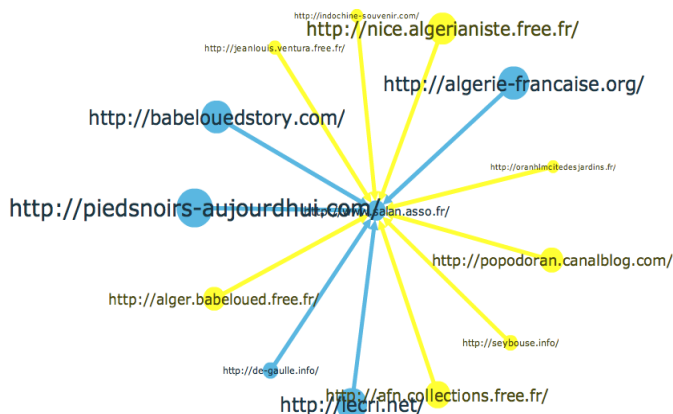
un espace de militantismes qui ne représente en rien le groupe des rapatriés. La distinction entre mémoire et politique étant confuse, c'est tout d'abord par un « méta-langage » symbolique que l'on comprend très clairement la tendance politique des sites : des logos nationalistes représentant deux Pieds-Noirs, des drapeaux français, parfois en berne, des photos d'assassinats et de corps mutilés en composent les principaux signes. C'est ensuite par les réseaux que la véritable portée d'un site se révèle.

Le site consacré au général Salan, chef de l'OAS, montre bien qu'il est à la fois cité par des sites qui ne dissimulent pas leur tendance « Algérie française », comme c'est le cas du site <http://www.de-gaulle.info> mais aussi de sites mémoriels consacrés à des anciens lieux de vie comme la Cité des Jardins à Oran ou celui partant de la rivière Seybouse, à proximité de la ville de Bône.

Si l'étude des réseaux nous montre les véritables tendances des sites, qu'ils s'affichent clairement politique ou mémoriels, c'est aussi en travaillant sur la « visibilité » de ces sites, très complémentaire à l'étude des réseaux, que l'on complète notre approche.

Visibilité des sites de rapatriés sur l'Internet

Nous avons classé les sites en fonction de leur nombre de liens entrant et sortant, c'est-à-dire en fonction du nombre de fois où ils sont cités par d'autres sites internet (sans que leurs auteurs aient leur mot à dire sur ces liens) et du nombre



Graphique 12 : Liens entrant et sortant du site <http://salan.asso.fr>

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011).

URL	Classement des sites selon le nombre de liens entrant	Nombre de liens entrant	Nombre de liens sortant
http://alger-roi.fr/	1	56	9
http://www.cerclealgerianiste.asso.fr/	2	46	0
http://piedsnoirs-aujourd'hui.com/	3	40	43
http://www.pieds-noirs.info/	4	39	2
http://denisdar.com/	5	37	21
http://algerie-francaise.org/	6	32	26
http://lecri.net/	7	31	25
http://babelouedstory.com/	8	31	30
http://notrejournal.info/	9	30	19
http://nice.algerianiste.free.fr/	10	30	56
http://oran1962.free.fr/	11	28	37
http://harkis.info/	12	28	16
http://radiorpmi.com/	13	27	26
http://tournantsrovigo.free.fr/	14	27	25
http://profburp.free.fr/	15	26	11
(...)			
http://anfanomanationale.free.fr/	171	4	0
http://pied-noir.com/ (USDIFRA)	175	4	0
RANFRANOM	aucun site		
RECOURS	Aucun site		

Tableau 2 : Quinze premiers sites les plus cités et quelques autres sites en exemples

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=15§ion=8>, novembre 2011)

de fois où ils citent, à leur tour, d'autres sites. Ce classement permet ainsi de mettre au jour la visibilité des sites visités.

On note parmi les sites de rapatriés les plus visibles une prédominance des sites individuels sur les sites associatifs : parmi les 15 sites les plus référencés, 14 sont animés de façon indépendante par des personnes individuelles. Les sites des grandes associations de rapatriés (quand ceux-ci existent) arrivent très tardivement dans ce classement. Le site le plus important du corpus est *Alger-roi.fr* ; il totalise 56 liens entrant. Créé par un particulier, et non une association, il se revendique très clairement récréatif. Son concepteur, dès la page de garde donne le ton :

« Salmigondis à la V. [il s'agit-là de son nom de famille] sur *Alger-roi.fr* est le site personnel narcissique de Bernard le Déjanté, alias the king of the Jester. Vous trouverez des documents relatifs à l'Algérie de 1830 à 1962 : son histoire, ses villages et autres rubriques. Et, bien sûr, "Mon" Alger : mon quartier la rue Levacher, la rue Dupuch, les Tournants Rovigo, le lycée Bugeaud, le lycée Gautier, le lycée Delacroix, l'église Saint-Augustin, l'école Dordor, des anecdotes me concernant, des pe-

tits historiques. Presque tous les quartiers sont évoqués : Bab-el-Oued, la rue Dumont-d'Urville, la rue D'Isly, la rue Michelet, le Gouvernement Général, le boulevard Laferrière, l'Agha, la place du Gouvernement, la Casbah, l'Opéra, le square Bresson, Hussein-Dey,..., enfin ce que fut ma vie, ma jeunesse là-bas, de 1942 à 1962. »

Le site renvoie ses lecteurs vers neuf sites « amis » ; dont cinq sont aussi de sa propre création (trois sites d'anciens élèves et deux sites portant sur un quartier d'Alger). Les autres sont des sites mémoriels non politisés. Inversement, 56 sites de notre corpus renvoient leurs lecteurs vers lui : beaucoup traitent de thématiques mémorielles, quelque-uns sont d'extrême-droite. La popularité de ce site s'explique tout d'abord par l'intense travail de documentation de son auteur : de nombreuses photographies, des articles descriptifs, quelques ouvrages décrivant l'Algérie du temps colonial sans être jamais analysés (dont un décrivant « l'œuvre » médicale des Français), des indicatifs de radio du temps colonial sont proposés. Ce site met à la disposition de ses lecteurs un cadre mémoriel et sensoriel où chaque visiteur est susceptible de trouver des informations qu'il aura

soin de commenter lui-même et qui conforteront probablement sa vision de l'Algérie coloniale.

Le site du Cercle Algérieniste est le second site le plus cité de ce corpus. Il ne renvoie pas ses lecteurs vers un autre site. Sous couvert d'une approche culturelle, il reste particulièrement politisé. Il prétend rétablir des vérités historiques, corriger selon ses vues les programmes scolaires et fait l'apologie d'une histoire coloniale pacifiée et fraternelle. Il évoque, sans grand recul et dans la droite ligne de l'historiographie coloniale du XIX^e siècle, une histoire des terres algériennes uniquement mise en valeur par la France. De même, son approche historique est particulièrement manichéenne : l'Algérie antique était un pays prospère, l'Algérie islamisée était un pays de sicaires sous-exploité que la France a remis dans la voie de la prospérité !

Le troisième site le plus cité (<http://piedsnoirs-aujourd'hui.com>) du corpus est frontalement opposé à l'Algérie algérienne. Quelques citations sur sa page d'accueil donnent le ton :

« Prédiction du vénéré Marabout Hadj Behloul, décédé et enterré à Aïn-Boucif en 1878 : « Les Français partiront tous un jour, et vous chercherez en vain un de leur chapeau pour l'embrasser... vous songerez alors, un peu tard, à tous les bienfaits dont ils vous comblaient, et, de vos yeux couleront des larmes de sang » (Cette prédiction a été relevée dans les archives officielles de la Mairie d'Aïn-Boucif).

(...) Au 14^{ème} siècle, Ibn Khaldoun avait constaté : «... Là où passent les Arabes, le désert les talonne... D'ailleurs malgré toutes les richesses que nous avons laissées en Algérie, ce pays est dans l'obligation d'importer tous les produits de bouffe et autres.. Les plaines de cultures bien souvent ont été, en grande partie, saccagées par l'ineptie des gouvernements algériens depuis l'indépendance du pays en 07/1962..... »

Pour le site qui se revendique pied-noir, l'approche est particulièrement réductible et ne peut convenir au groupe dont une seule frange peut se reconnaître dans de tels propos.

Le quatrième site le plus cité (<http://piedsnoirs-aujourd'hui.com>) est plus un moteur de recherche d'informations sur les rapatriés qu'un véritable site, tandis que le suivant dans notre liste (<http://denisdar.com>) mélange approche mémorielles et historiques coloniales. Le site Bab-el-oued story

(<http://babelouedstory.com>) est, quant à lui, beaucoup plus militant de l'Algérie française. Portant le nom d'un quartier populaire d'Alger, symbole du petit peuple pied-noir, il assure vouloir mettre au jour « *le profond mépris de la France pour les rapatriés d'Algérie* » [sic]. Les autres sites se déclinent selon les mêmes gammes, mémorielles proches ou non d'un militantisme politique axé sur la défense de l'histoire coloniale et particulièrement de l'Algérie française.

L'analyse des réseaux et de leur visibilité permet ainsi de voir les formes d'influence des associations : celles-ci sont peu positionnées sur la Toile et restent enferrées dans un réseau qui tourne autour d'un militantisme politique et mémoriel, dans lequel la confusion des genres est courante. Quoi qu'il en soit, les associations ne représentent pas les rapatriés d'Algérie et restent très à l'écart des moyens modernes de communication.

3. Réseaux internet, histoire coloniale et instrumentalisations politiques contemporaines

Le troisième temps de cet article étudie la façon dont les sites de notre corpus intègrent le cinquantième anniversaire de l'indépendance algérienne. Les réseaux sont-ils des lieux de mobilisation pour des militants ou, au contraire, l'événement est-il passé sous silence ?

Une manifestation à Nice...

La section locale de la Ligue des Droits de l'Homme organisait à Nice, les 10 et 11 février 2012, un colloque portant sur le cinquantième anniversaire de la signature des Accords d'Évian. La manifestation débutait avec une adaptation théâtrale du *Journal* de Mouloud Féraoun, auteur assassiné par l'OAS le 15 mars 1962, trois jours avant la signature du cessez-le feu. Il était suivi d'une journée d'étude sur le thème « Pourquoi une fin de guerre si tragique » où diverses interventions de chercheurs étaient prévues. Le 9 février, un jour avant la manifestation, Christian Estrosi, ancien ministre du gouvernement de François Fillon et maire de Nice exigeait de la LDH qu'elle « [...] sursoie à la tenue de ce colloque ». Lors de

l'édition du journal télévisé de la chaîne régionale France trois, un reportage était consacré à cette décision pour le peu surprenante et rappelait l'enchaînement des faits²² :

« (...) C'est par lui que tout a commencé, quand ce rapatriés d'Algérie a appris que la Ligue des droits de l'Homme organisait un colloque sur la fin de la guerre d'Algérie, son sang n'a fait qu'un tour. »

[Jean-Paul Selles, présenté comme membre de l'Union Nationale des Français d'Afrique du Nord, interviewé depuis son bureau de Saint-Raphaël, où trônait un imposant drapau français :]

« Notre communauté est un petit peu exaspérée, ça fait cinquante ans qu'on n'est pas écoutés, et au lieu de ça on nous provoque par des colloques si vous voulez, où vous aurez encore des pseudos historiens qui vont travestir la vérité, dire des choses qu'ils ne devraient pas. »

[En voix-off :]

« Jean-Paul Selles a aussitôt envoyé un courrier au maire de Nice. Il demande l'interdiction de ce colloque faute de quoi la majorité présidentielle pourrait perdre les voix des rapatriés aux prochaines élections. Le maire de Nice a aussitôt demandé l'annulation de ces débats. »

[Le maire de Nice, Christian Estrosi, sur le parvis de la mairie de Nice :]

« C'est une année qui doit être réservée à un devoir de mémoire, à un besoin d'apaisement, à un besoin de rapprochement et donc je suis malheureux que ce soit dans ma ville qu'on vienne faire à la communauté rapatriée une provocation, en tout cas ce qui est ressenti comme tel. »

[En voix off :]

« Pour le porte-parole de la Ligue des Droits de l'Homme, pas question de faire marche arrière. »

[Joseph Ciccolini, porte-parole de la Ligue des Droits de l'Homme dans son bureau :]

« Ce colloque mérite de se tenir et ce colloque se tiendra. Nous n'avons que faire des diktats et des oukases de Monsieur Estrosi. Donc je le renvoie non pas à la sagesse, qu'il continue donc à caresser dans le sens du poil les électeurs qui le souhai-

tent, ça n'est pas notre problème, ça n'est pas notre souci. »

[En voix off, en filmant le Club de Loisirs et d'Action Jeunesse (CLAJ) :]

« C'est ici que les débats vont avoir lieu, c'est un établissement privé, le maire ne pourra pas s'y opposer. À la tribune, des historiens, des universitaires et des rapatriés vont notamment évoquer le rôle de l'OAS et la question des droits de l'Homme pendant la colonisation. »

Le colloque s'est bien évidemment tenu, nous y étions présent. Il fut chahuté le matin par une vingtaine d'activistes se revendiquant ouvertement du Front National. Les débats eurent lieu plus sereinement l'après-midi. L'affaire était close. Il est cependant intéressant de regarder comment s'est structurée, au niveau de l'Internet, la mobilisation politique contre cette manifestation scientifique. La première surprise est qu'on ne trouve pas le moindre site dans notre corpus, ni dans l'espace du Web, de l'Union Nationale des Français d'Afrique du Nord, l'association par qui la polémique électorale est arrivée. Plus surprenant encore, la LDH de Toulon publiait quelques jours plus tard, sur son site, que cette association était déclarée dissoute au *Journal officiel* le 23 août 2007²³. La mairie de Nice cédait ainsi à un homme qui n'avait ni mandat associatif, ni représentativité, à qui il avait juste suffi d'user de l'argument électoral pour arriver à ses fins. L'instrumentalisation n'était donc ni construite à partir d'un réseau associatif, encore moins depuis le réseau du net, mais à partir des imaginaires et des craintes que la mairie avait du monde associatif rapatrié.

Au cours de ce colloque²⁴ est régulièrement intervenu dans les débats un rapatrié qui ne se cachait pas d'animer un site web : <http://tournantsrovigo.free.fr>, site mémoriel d'un quartier algérois.

Visible sur la carte présentée ci-dessous, le site est catégorisé comme mémoriel. Il traite en effet d'un quartier d'Alger, les « Tournants Rovigo », et invite ses lecteurs à la nostalgie des lieux²⁵ :

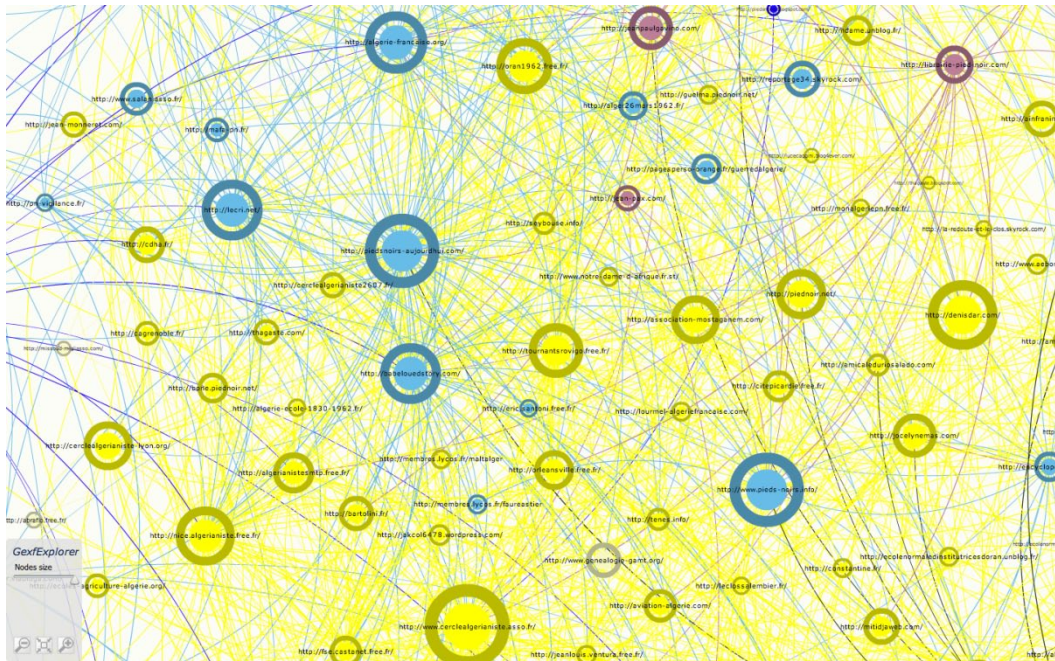
« Partout, des rues, des avenues, des places sont célèbres loin de leurs villes. Pour des motifs souvent bien artificiels... D'autres, qui n'ont pas de

22. Le reportage de France 3 Côte d'Azur de J. Jerama, B. Loth et B. Prou est disponible à l'adresse suivante : http://www.wat.tv/video/ldh-nice-4upyv_2ibgz_.html, consulté le 21 mars 2011.

23. <http://www.ldh-toulon.net/spip.php?article4861>, consulté le 21 mars 2011.

24. L'auteur de ce texte était un intervenant de ce colloque.

25. <http://tournantsrovigo.free.fr/accueil-9.html>, consulté le 21 mars 2011.



Carte 14 : Positionnement du site : <http://tournantsrovigo.free.fr>
dans le corpus (détails)

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011).

renom, mériteraient pourtant de figurer dans les mythologies urbaines. Telle une certaine rue qui, dans l'Alger d'autrefois, était connue sous l'appellation des « Tournants Rovigo ». Son cadre ? Façades Napoléon III, entrecoupées d'immeubles des années 30-40, bordés de ficus ; le tout imbriqué dans un lavis de ruelles, de traverses, d'escaliers, d'impasses... où l'on alla longtemps sans crainte...

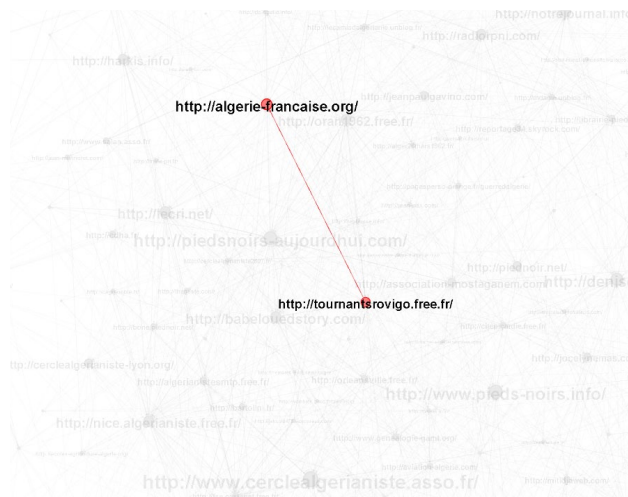
Mais qu'avait donc la rue Rovigo de si singulier ? Dans "Le Premier Homme", Camus l'évoque : "Un quartier qui dominait la ville et la mer, occupé par des petits commerçants de toutes races et de toutes religions, où les maisons sentaient à la fois les épices et la pauvreté." Les épices... ah oui!... (pas seulement d'ailleurs, tant d'autres odeurs passaient, remuées par la brise venue des quatre-cansons, ou montée du port) mais de pauvreté, ça non! Nulle indigence, pas de taudis, encore moins de haillon! Un décor pour des hommes simples, laborieux et dignes... mélange social idéal d'ouvriers, d'artisans, de commerçants, de médecins, d'artistes, d'instituteurs dont les garnements égayaient les jeudis et les trottoirs poussiéreux de soleil. Ici, Zola n'aurait rien trouvé à se mettre sous la plume; Daudet sûrement.

*Rue singulière d'abord par ses fameux "tour-
nants", dignes des cols alpestres et qui hissaient ses
tramways, dans les années 20 et 30, chargés de
passagers et de longs panneaux de réclames pour*

Meunier ou Vichy-Celestin. Mais remarquable surtout par une harmonie, un équilibre, une richesse de personnages, dont seuls ceux qui eurent le privilège de respirer son air – et dont certains moururent pour le défendre... – pourront dire ici l'exceptionnelle beauté. Mais l'ultime singularité de cette rue fut d'avoir perdu sa petite civilisation, telle Pompei... dans un cataclysme. Sans ce désastre, aurait-elle connu par l'évolution – l'involution! – de la société française, le sort de ces quartiers parisiens, et d'ailleurs, naguère noblement populaires aujourd'hui sans âmes ou coupe-gorges?...

La rue Rovigo prenait symboliquement son essor du côté d'un théâtre et d'une église pour s'achever non loin d'un musée, après avoir frôlé un marché aux puces. L'église était la paroisse St-Augustin, et le musée, Franchet d'Esperey, rempli de vestiges d'épopée et de fraîcheur... Un de ses émigrés, revenu revoir son "chez soi" en 1970, croisa un ancien voisin musulman – son condisciple à l'école Dordor –. Celui-ci le prit dans ses bras, sans retenir ses larmes... Cet homme n'avait pas oublié la rue Rovigo disparue... »

La description mélange allègrement folklore et dénonciation politique de l'indépendance. L'auteur mobilise Camus, afin de donner une ascendance prestigieuse au groupe des Pieds-Noirs, tout en prenant cependant soin d'omettre ses



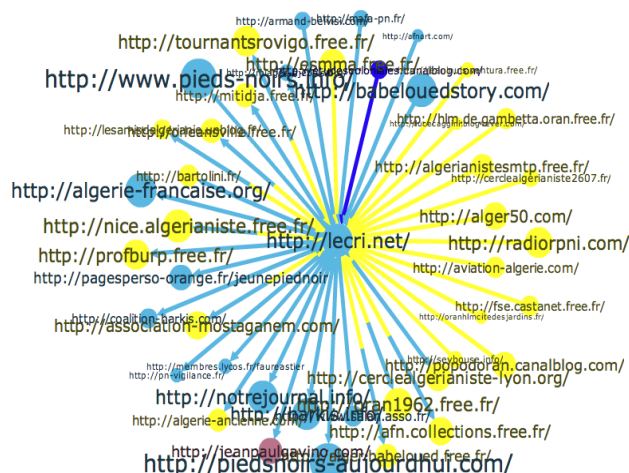
Graphique 13 : Lien existant entre les sites <http://tournantsrovigo.free.fr> et <http://algerie-francaise.org>

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011).

écrits sur la misère en Algérie coloniale. Aussi, ce site propose une vision multiculturelle douceâtre du passé colonial algérois. Mais la narration, sous couvert de références aux temps de l'enfance est profondément politique : elle est systématiquement mise en parallèle avec une vision nationaliste et pessimiste du présent français : l'Algérie française était heureuse, la France sans l'Algérie est aujourd'hui en déclin. L'Algérie française était pittoresque et mélangée, la France est aujourd'hui composée de quartiers coupe-gorges, probablement à ses yeux, peuplés d'immigrés, l'Algérie française était pauvre mais digne, la France d'aujourd'hui est en régression. La rhétorique est connue, elle est au fondement de la pensée

populiste qui oppose constamment un âge d'or révolu à un présent déperis. Une fois encore, derrière des arguments « nostalgériques » se retrouve toute une dimension politique de promotion et de défense de l'idée coloniale. Le site est d'ailleurs directement en lien avec le site <http://algerie-francaise.org>. Mais, il est surprenant que ce site ne mentionne pas de la manifestation de Nice, ni même des éventuelles colères de son auteur, qui dans la salle du colloque était assez ombrageux.

L'Internet n'est pas dans ce cas précis, un lieu de mobilisation pour des manifestations temporaires, mais reste au contraire, très axé sur une description mémorielle et politique sans avoir une réelle force de mobilisation.



Graphique 14 : Liens entrant et sortant du site <http://lecri.net>

(<http://maps.e-diasporas.fr/index.php?focus=nodeattribute&graph=105&map=75&nodeattribute=12§ion=8>, novembre 2011)



Photographie 3 : Page d'accueil <http://lecri.net>, visité le 27 mars 2012.

Le « CRI », collectif des rapatriés internautes (<http://lecri.net>) et la commémoration de l'indépendance algérienne.

Le site du CRI est classé au septième rang des plus cités de notre corpus. Le collectif dont il est issu est particulièrement axé sur la défense de l'Algérie française. Ses liens réunissent les sites les plus partisans de défense de l'idée coloniale et de défense des jusqu'aboutismes de l'Algérie française.

La visite du site ne met pas non plus en évidence une réaction militante face aux commémorations de l'indépendance algérienne. Sur la page de garde, une annonce, mais vieille de plusieurs années, invite les lecteurs à protester auprès de leurs mairies contre les dénominations de rues faisant références aux Accords d'Évian du 18 mars 1962 et du cessez-le-feu rentré en vigueur le 19 mars suivant. Il propose à la place de faire pression pour que les rues soient baptisées en la mémoire d'anciens combattants d'Afrique du Nord. Il s'agit là d'un militantisme classique de marquage de l'espace. Mais une fois encore, rien ne montre un réel dynamisme mémoriel sur la

commémoration de l'indépendance algérienne. L'Internet des rapatriés n'est pas réactif, il est au contraire figé sur une défense mémorielle et politique. Son influence pourtant limitée reste ainsi largement fantasmée par les détenteurs de l'autorité publique.

Le travail de construction et de reconstruction de la mémoire des rapatriés d'Algérie passe, nous le savons, par une intense activité de patrimonialisation : les musées, les expositions, les commémorations sont multiples. On y lit très clairement les difficultés morales, sociales qui ont touché le groupe à son arrivée en France métropolitaine. C'est aussi « une histoire de perdants », faite de souffrances et de revendications²⁶. L'Internet participe donc particulièrement bien à l'expression des processus de construction de la mémoire est sert, pour certains, à faire le deuil du pays perdu. De nombreux sites servent ainsi à verbaliser une souffrance et un sentiment d'absence. Mais avoir une approche uniquement mémorielle, où se contenter de dire qu'il existe une catégorie « nostalgérique », selon le vocabulaire convenu, ne

26. Marie Buscatto, « Voyage du côté des "perdants" et des "entrepreneurs de mémoire" », *Ethnologie française*, 2006/4, Vol. 36, pp. 745-748.

suffit pas. L'étude des réseaux de l'Internet nous montre très bien que, derrière ce sentiment, se dissimule aussi une importante mobilisation politique centrée sur la défense des idéaux coloniaux, partisans de l'Algérie française et de ses dérivés très délétères. On y lit une mémoire qui se veut fière mais qui souvent tombe dans le déni du rôle de l'État dans l'insertion du groupe en métropole. Ce qui n'empêche pas en retour la production des lois car, très régulièrement, les rapatriés reçoivent des subsides de l'État. Tout cela concourt à créer une mémoire assaillie, aux contours flous et, paradoxalement, peu réactive sur le net aux mobilisations politiques du moment. À observer le passé à la loupe, à se focaliser sur sa défense coûte que coûte, l'Internet ne participe pas à donner une cohérence au groupe des rapatriés, encore moins à le mobiliser.

Conclusion

Le militantisme internet des associations de rapatriés d'Algérie n'existe pas ! La cartographie des réseaux nous montre très clairement que les sites sont majoritairement créés par des individus plus que par structures associatives, qu'ils s'insèrent pour la majorité d'entre eux dans une narration classique qui ne sert pas à mobiliser, ni à créer des d'interactions avec les événements politiques du moment. Quant aux importantes associations, elles ne mobilisent que sous couvert culturaliste et ont une activité de défense d'une histoire coloniale glorifiée. Que les sites disparaissent ou se créent, ils s'insèrent tous dans une structure très figée qui ne permet pas la mobilisation autour de thèmes nouveaux et porteurs. Les sites qui tentent de jouer la carte identitaire en lien avec le politique, ou la carte électorale, n'arrivent pas vraiment à fédérer le groupe. La cartographie de l'Internet nous permet donc de montrer très clairement qu'il y a un fantasme des autorités de l'État vis-à-vis des rapatriés, mais que ces derniers ne constituent pas une réelle force créatrice de mouvements. Enfin, outre les outils critiques qu'elle met à disposition des historiens pour comprendre les instrumentalisation des mémoires, la cartographie de l'Internet garantit aussi un champ d'investigation conséquent à la production historique future : si l'Internet n'appartient pas encore au domaine des sources historiques (son archivage débute à peine), il n'est pas certain que les historiens futurs puissent effectuer un travail de comparaison, de croisement et de confrontation de sites sans connaître la multitude et l'influence

des réseaux qui les soutiennent. Cartographier le net revient donc à renouveler profondément les analyses sur la puissance des réseaux sociaux, à questionner la croyance qu'ont les acteurs publics en leur capacité mobilisatrice et à donner des cartes très subtiles aux futurs chercheurs qui s'intéresseront à la façon dont l'Internet est rentré dans la vie des hommes du vingt-et-unième siècle sans pour autant avoir toujours su bouleverser leurs formes de mobilisation politique. En ce sens, l'analyse des réseaux internet des rapatriés d'Algérie montre une importante activité mais une faible réactivité aux événements sociaux et politiques qui les entourent.

Bibliographie

- Babelon, J.-P., Backouche, I., Duclert, V. & James-Sarazin, A. (2011) *Quel musée d'histoire pour la France ?* Paris : Armand Colin.
- Becker, H. (1994 [1963]) *Outsiders. Sociologie de la déviance*. Paris : Métailié.
- Branche, R. (2005) *La Guerre d'Algérie, une histoire apaisée ?* Paris : Le Seuil.
- Buono, C. (2004) *Pieds-Noirs de père en fils*. Paris : Baland.
- Buscatto, M. (2006) « Voyage du côté des "perdants" et des "entrepreneurs de mémoire" », *Ethnologie française*, 36(4) : 745-748.
- Coquery-Vidrovitch, C. (2009) *Enjeux politiques de l'histoire coloniale*. Paris : Agone.
- Descamps, F. (2005) *L'Historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*. Paris : Comité pour l'histoire économique et financière de la France.
- Duclerc, V. (2010) *L'Avenir de l'histoire*. Paris : Armand Colin.
- Eldridge, C. (2009) « The mobilization and transmission of memories within the Pied-Noir and Harki communities, 1962 – 2007 », Thèse de doctorat, University of St Andrews.
- Esclangon-Morin, V. (2008) *Les Rapatriés d'Afrique du Nord, de 1956 à nos jours*. Paris : L'Harmattan.
- Gagnon, N. & Hamelin, J. (dir.) (1978) *L'Histoire orale*. Sainte Hyacinthe, Québec : Édisem Inc.
- Girardet, R. (1972) *L'Idée coloniale en France, 1871-1962*. Paris : La Table Ronde.

Halbwachs ; M. (1994) *Les Cadres sociaux de la mémoire*. Paris : Albin Michel.

Jordi, J.-J. & Témime, E. (dir.) (1996) *Marseille et le choc des décolonisations*. Aix-en-Provence : Édisud.

Morin, V. (2008) *Les Rapatriés d'Afrique du Nord, de 1956 à nos jours*. Paris : L'Harmattan.

Ricoeur, P. (2003) *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris : Le Seuil.

Savarèse, E. (2002) *L'Invention des Pieds-Noirs*. Paris : Séguier.

Savarèse, E. (2007) *Algérie, la guerre des mémoires*. Paris : Éditions Non Lieu.

Scioldo-Zürcher, Y. (2010) *Devenir métropolitain, politique d'intégration et parcours de rapatriés d'Algérie en métropole, 1954-2005*. Paris : Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Stora, B. (1999) *Le Transfert d'une mémoire : de l'« Algérie française » au racisme anti-arabe*. Paris : La Découverte.

Traverso, E. (2011) *L'Histoire comme champ de Bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*. Paris : La Découverte.

Working Papers e-Diasporas, Avril 2012.

Houda Asal, *Dynamiques associatives de la diaspora libanaise : fragmentations internes et transnationalisme sur le web.*

Houda Asal, *Community sector dynamics and the Lebanese diaspora: internal fragmentation and transnationalism on the web.*

Kristina Balalovska, *Discovering 'Macedonian diaspora'. A Web cartography of actors, interactions and influences.*

Anat Ben-David, *The Palestinian Diaspora on The Web: Between De-Territorialization and Re-Territorialization.*

William Berthomière, « *A French what ?* » : *À la recherche d'une diaspora française. Premiers éléments d'enquête au sein de l'espace internet.*

Tristan Bruslé, *Nepalese diasporic websites, signs and conditions of a diaspora in the making?*

Tristan Bruslé, *Les sites diasporiques népalais, signes et conditions d'une diaspora en formation ?*

Anouck Carsignol, *South Asianism : Militantisme politique et identitaire en ligne.*

Sylvie Gangloff, *Les migrants originaires de Turquie : Des communautés politiquement et religieusement dispersées.*

Teresa Graziano, *The Italian e-Diaspora: Patterns and practices of the Web.*

Teresa Graziano, *The Tunisian diaspora: Between "digital riots" and Web activism.*

David Knaute, *Discovering the Zoroastrian e-diaspora.*

Priya Kumar, *Transnational Tamil Networks: Mapping Engagement Opportunities on the Web.*

Priya Kumar, *Sikh Narratives: An Analysis of Virtual Diaspora Networks.*

Priya Kumar, *Palestinian Virtual Networks: Mapping Contemporary Linkages.*

Simon Le Bayon, *Le Web pour une approche qualitative et quantitative de la diaspora bretonne ?*

Eric Leclerc, *Le cyberspace de la diaspora indienne.*

Eric Leclerc, *Cyberspace of the Indian diaspora.*

Emmanuel Ma Mung Kuang, *Enquête exploratoire sur le web des Chinois d'outremer. Morphologie du web et production de la diaspora ?*

Sabrina Marchandise, *Investir le web social des étudiants marocains en mobilité internationale. Une méthode imposée par le terrain.*

Francesco Mazzucchelli, *What remains of Yugoslavia? From the geopolitical space of Yugoslavia to the virtual space of the Web Yugosphere.*

Oksana Morgunova, *National Living On-Line? Some aspects of the Russophone e-diaspora map.*

Mayhoua Moua, *Figures médiatisées d'une population en situation de dispersion : Les Hmong au travers du Web.*

Marie Percot & Philippe Venier, *Les migrant indiens du Kérala à travers le Web.*

Dilnur Reyhan, *Uyghur diaspora and Internet.*

Dilnur Reyhan, *Diaspora ouïghoure et Internet.*

Yann Scioldo Zürcher, *Mémoires et pressions sur la toile ? Étude des Français rapatriés coloniaux de la seconde moitié du vingtième siècle à nos jours.*

Marta Severo & Eleonora Zuolo, *Egyptian e-diaspora: migrant websites without a network?*

Ingrid Therwath, *Cyber-Hindutva: Hindu Nationalism, the diaspora and the web.*

Ingrid Therwath, *Cyber-Hindutva : le nationalisme hindou, la diaspora et le web.*

Aurélien Varrel, *Explorer le web immobilier des migrants indiens.*